

BURKINA FASO, MAURITANIE, NIGER, TCHAD
Et l'Association des Universités Africaines



Projet d'intervention régionale du Sahel pour l'apprentissage et la
collaboration dans l'éducation

Sahel RELANCE (P180260)

PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP)

Septembre-2024

1 SOMMAIRE

1. Introduction et Description du projet.....	4
2. Objective/Description du PMPP	7
3. Identification et analyse des parties prenantes.....	9
3.1. Méthodologie.....	9
3.2. Parties concernées et autres parties intéressées	9
3.3. Personnes ou groupes défavorisés/vulnérables.....	10
4. Programme de mobilisation des parties prenantes.....	11
4.1. Résumé de la participation des parties prenantes à la préparation du projet.....	11
4.2. Résumé des besoins des parties prenantes du projet et des méthodes, outils et techniques de mobilisation des parties prenantes	12
4.3. Plan de mobilisation des parties prenantes.....	13
4.4. Information des parties prenantes	20
5. Ressources et responsabilités pour la mise en œuvre des activités de mobilisation des parties prenantes.....	20
5.1. Ressources	20
5.2. Fonctions et responsabilités de la direction	22
6. Mécanisme de règlement des plaintes.....	23
6.1. Description du mécanisme de règlement des plaintes.....	23
7. Suivi et rapports.....	31
7.1. Résumé de la manière dont se fera le suivi et l'établissement de rapports concernant la mise en œuvre du PMPP	31
7.2. Rapport aux groupes de parties prenantes	32

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 4.3-1: Méthode d'engagement avec les parties prenantes	14
--	----

SIGLES ET ABREVIATIONS...

AAU	Association des Universités Africaines
ANEVE	Agence Nationale des Évaluations Environnementales
BIRD	Banque International pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale
CEA	Centres d'Excellence Africains
EAS/HS	Exploitation et Abus sexuel/ Harcèlement Sexuel
EFTP	Enseignement et formation techniques et professionnels
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
IDA	Association Internationale de Développement
IRS	Institut Régional du Sahel
LBES	Livre Blanc sur l'Education au Sahel
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PASEC	Programme d'analyse des systèmes éducatifs
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PMPP	Plan de Mobilisation des Parties Prenantes
STIM	Sciences, Technologies, Ingénieries et Mathématiques
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UGP	Unité de Gestion du Projet
URG	Unité Régional de mise en œuvre du Projet
VBG	Violence Basée sur le Genre

ANNEXES

1. Introduction et Description du projet

Le Projet Sahel Relance envisage de s'appuyer sur la collaboration régionale et renforcer la capacité régionale d'enseignement pour des systèmes éducatifs adaptatifs, inclusifs et redevables au Sahel. Il est essentiellement structuré autour de deux composantes principales, conçues pour s'appuyer sur les portefeuilles nationaux et régionaux existants dans les quatre pays du Sahel et les bonifier, de même que pour renforcer l'harmonisation pour un plus grand impact sur le développement de l'éducation au Sahel. L'Objectif de Développement du Projet (ODP) est de (i) renforcer la capacité de gestion des systèmes éducatifs sahéliens ; et (ii) élargir l'accès à une éducation de qualité pour les jeunes vulnérables en renforçant la collaboration régionale entre les pays participants.

La réalisation de l'ODP sera mesurée par un certain nombre d'indicateurs de résultats proposés ci-dessous.

- i. Pour le renforcement des capacités de gestion des systèmes éducatifs sahéliens, les indicateurs de résultats sont :
 - a. Institut régional du Sahel créé et certifié par les pays participants.
 - b. Planificateurs, formateurs et gestionnaires de l'éducation formés et certifiés en politique et gestion de l'éducation.
- ii. Pour l'élargissement de l'accès à une éducation de qualité pour les jeunes vulnérables du Sahel, les indicateurs de résultats sont :
 - a. L'école ouverte régionale du Sahel est établie, accréditée et propose des programmes d'éducation partagés dans les pays participants du Sahel.
 - b. Les nomades, les réfugiés, les rapatriés, les personnes déplacées de force, les jeunes non scolarisés bénéficient d'une meilleure éducation.

1.1. Composantes du projet

Le projet s'articule autour de deux composantes clés : La première composante aidera les pays sahéliens participants à mieux harmoniser et gérer leurs systèmes éducatifs grâce à une série d'activités cruciales pour la performance des systèmes éducatifs (formation, évaluation, programmation de réformes efficaces) et la seconde composante offrira une remédiation et une résilience urgentes au système éducatif sahélien en rendant opérationnelle une école ouverte régionale qui répondra aux besoins de millions de jeunes dans la région. Une troisième composante soutiendra la gestion et le suivi/évaluation du projet.

Composante 1 : Renforcement de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques sahéliennes dans le domaine de l'éducation (68 millions de dollars)

Cette composante appuiera la création d'EduSahel, un institut régional ayant trois missions : (i) la recherche appliquée, (ii) la formation, et (iii) le conseil politique et le partage des connaissances. Il fonctionnera comme une agence intergouvernementale indépendante avec une garantie statutaire pour (i) son autonomie dans la gestion des ressources financières et humaines et son indépendance dans les questions scientifiques, et (ii) la responsabilité de la performance et de la gestion financière. Cette composante bénéficiera directement à 3 000 professionnels de l'éducation et des millions d'étudiants à travers le Sahel seront positivement impactés par la mise en œuvre réussie de réformes efficaces.

La composante 1 sera initialement gérée par l'Association des universités africaines (AUA) et comportera deux sous-composantes : La première concerne la création de l'institut régional et l'assurance de sa préparation institutionnelle, tandis que la seconde concerne son opérationnalisation tel qu'indiqué ci-dessous :

Sous-composante 1.1 Soutenir la création et la préparation de l'Institut régional (32 millions de dollars)

Au niveau régional, l'AUA soutiendra les pays participants pendant le processus de mise en place de l'institut régional prévu. Elle financera : (i) l'assistance technique (AT) pour faciliter le développement du cadre juridique de l'institut régional, (ii) l'organisation de réunions techniques régionales de haut niveau, (iii) le renforcement des capacités, le partage des connaissances et les activités de coordination, et (iv) le soutien au dialogue régional sur les politiques d'éducation et aux processus de signature de traités.

Une fois ratifié par trois des pays participants, l'AUA soutiendra l'état de préparation d'EduSahel à travers : (i) la location, la rénovation et l'équipement d'un bâtiment existant qui sera transformé en un campus vert ; (ii) le recrutement compétitif du personnel de direction, technique et clé, y compris le personnel fiduciaire, de S&E et d'autres rôles essentiels ; (iii) la fourniture d'une assistance technique, et (iv) la mise en place d'un mécanisme de S&E régional. L'AUA soutiendra également l'état de préparation de l'institut à travers : (i) la mobilisation d'un groupe d'experts en politique de l'éducation qui constitueront l'expertise technique de base d'EduSahel, et fourniront une assistance technique pour des études clés telles que Dashboard, TEACH et COACH ; et (ii) la fourniture d'une assistance technique de la part d'une institution éducative internationale de renom pour accélérer le renforcement des capacités de l'institut.

Sous-composante 1.2 Renforcer l'élaboration des politiques régionales, la prestation de services et l'évaluation par le biais d'une collaboration entre les pays (36 millions de dollars)

Au niveau régional, le projet financera la validation du concept de l'Institut régional du Sahel proposé, l'AUA se chargeant des trois missions principales de l'Institut dans les pays participants à savoir :

- Recherche appliquée sur les politiques éducatives les plus pertinentes et les plus efficaces pour le Sahel ;
- Formation du personnel éducatif chargé de la direction, de la planification et de la gestion des systèmes et des établissements d'enseignement, ainsi que formation des formateurs pour les établissements de formation des enseignants ;
- Conseil politique et renforcement des capacités par des échanges régionaux sur les expériences de réforme de l'éducation dans les pays du Sahel et dans d'autres régions du monde.

Au niveau national, la sous-composante soutiendra la fourniture d'un financement du côté de la demande pour les ministères en charge de l'éducation et d'autres ministères concernés et institutions partenaires afin d'identifier les questions et domaines clés de la politique éducative qui nécessitent le soutien de l'institut et d'acheter (i) des services de formation et de conseil auprès d'EduSahel, (ii) de l'assistance technique, (iii) de l'équipement et du matériel, (iii) de la connectivité, (iv) des ateliers, (v) des formations et (vi) des contributions financières à l'institut régional.

Composante 2 : Construire des parcours éducatifs flexibles et résilients pour la jeunesse sahélienne (223 millions de dollars)

Cette composante vise à mettre en œuvre des interventions prometteuses pour répondre au principal défi éducatif au Sahel, à savoir la déscolarisation des jeunes, qui menace la sécurité de la région. La structure organisationnelle sera un modèle hybride avec un réseau régional (centralisé) et un réseau

décentralisé d'écoles ouvertes. Compte tenu de la bonne pénétration de la téléphonie mobile dans la sous-région, le modèle adoptera une stratégie « mobile first ». En outre, l'école ouverte du Sahel disposera d'un soutien direct et solide aux étudiants grâce à un réseau de centres d'apprentissage et à une prestation multimodale comprenant des supports non techniques (imprimés), des ressources accessibles hors ligne et des ressources en ligne. La composante touchera directement 2 millions de jeunes nomades et réfugiés non scolarisés âgés de 10 à 18 ans, dont 50 % de filles, ainsi que tous les jeunes non scolarisés des communautés d'accueil. Environ 3,5 % des bénéficiaires devraient avoir des besoins particuliers et bénéficieront d'appareils d'assistance achetés dans la région.

Elle comprend deux sous composantes :

Sous-composante 2.1 : Soutenir les fondements de l'école ouverte régionale au Sahel (108 millions de dollars)

Au niveau régional, avec l'appui de l'AUA, la sous-composante financera : (i) le développement d'une vision commune et d'une reconnaissance partagée de l'approche en tant que modèle alternatif de prestation d'éducation dans la région du Sahel ; (ii) l'établissement d'un cadre régional commun de compétences et de résultats d'apprentissage standardisés pour créer les bases de la portabilité des diplômes à travers les pays du Sahel, de sorte que chaque enfant sahélien puisse continuer à apprendre indépendamment de son lieu de résidence au sein de la région ; (iii) le développement de programmes régionaux comprenant des guides pour les enseignants/moniteurs et les apprenants ; (iv) le développement de ressources et de contenus éducatifs partagés/ouverts ainsi qu'une plateforme d'apprentissage numérique régionale pour héberger les ressources ouvertes partagées ; et (v) l'établissement d'un cadre d'évaluation régional commun mutuellement reconnu et d'une plateforme numérique pour évaluer que chaque élève a acquis certaines compétences telles que définies dans le cadre de compétences régional.

Au niveau national, les unités nationales de facilitation du projet (UNF) soutiendront les ministères de l'éducation dans les activités suivantes : (i) assistance technique pour les activités spécifiques au pays ; (ii) ateliers ; (iii) acquisition d'équipements et de matériels achetés au niveau régional ; (iv) modernisation ou construction d'installations pour les centres de ressources et d'apprentissage en face à face au niveau local ; et (v) mise en œuvre et suivi des programmes d'école ouverte. Afin de bénéficier d'économies d'échelle, les achats de biens seront regroupés au niveau régional dans la mesure du possible.

Sous-composante 2.2 : Pilotage de la première génération de programmes d'école ouverte au Sahel (115 millions de dollars)

Dans le cadre de cette sous-composante, le projet soutiendra la première génération de programmes d'école ouverte au Sahel pour répondre aux besoins immédiats des réfugiés, des nomades et d'autres jeunes non scolarisés dans les communautés d'accueil âgés de 10 à 18 ans. Le projet mettra en œuvre les quatre programmes régionaux ci-dessous en utilisant le modèle de l'école ouverte tout en ciblant efficacement les bénéficiaires pour répondre aux besoins de chaque pays tout en offrant des possibilités d'apprentissage croisé. Parmi les jeunes ciblés, 300 000 devraient bénéficier du programme d'enseignement accéléré, 100 000 du programme d'enseignement secondaire, 1 million du programme d'alphabétisation des jeunes et au moins 600 000 du programme régional de développement des compétences ou de formation professionnelle.

- A. Programme d'alphabétisation des jeunes ;
- B. Programme de rattrapage scolaire accéléré ;

- C. Programme d'enseignement secondaire ;
- D. Programme d'enseignement technique et professionnel.

Composante 3 : Gestion, suivi et évaluation du projet (20 millions de dollars)

Cette composante soutiendra la gestion et le suivi et l'évaluation du projet. Une unité régionale de mise en œuvre (RIU) sera créée au sein de l'AUA pour gérer l'ensemble du projet et comprendra un coordinateur régional, une équipe de suivi et d'évaluation et une équipe fiduciaire sélectionnées par voie de concours dans les quatre pays. En outre, chaque pays disposera d'une structure de mise en œuvre dotée des compétences techniques et fiduciaires nécessaires pour assurer une mise en œuvre harmonieuse du projet au niveau national. Cette composante couvrira les coûts du personnel de RIU et des Unités de mise en œuvre au niveau national (UGP), ainsi que les coûts liés à la coordination du projet (comités de pilotage), les coûts de fonctionnement, les coûts d'audit externe et les autres dépenses nécessaires à la réussite du projet. Les résultats attendus de ce volet sont le manuel d'opérations, les plans de travail annuels, les mises à jour semestrielles du cadre de résultats, les audits, les plans de passation de marchés et les rapports financiers intermédiaires. Dans le cadre du volet 3, les fonds seront versés à RIU et aux UGP sur la base d'un état des dépenses, fondé sur un plan de travail annuel et un plan de passation de marchés convenus, respectivement, avec le CSR et les CNS, et approuvés par la Banque mondiale.

2. Objectif/Description du PMPP

L'objectif global du présent PMPP est de définir un programme d'engagement des parties prenantes, y compris la divulgation d'informations au public et la consultation tout au long du cycle du projet. Le PMPP décrit les moyens par lesquels l'équipe de projet communiquera avec les parties prenantes et comprend un mécanisme par lequel les personnes peuvent exprimer leurs préoccupations, fournir des informations en retour ou déposer des plaintes concernant les activités du projet ou toute autre activité liée au projet.

3. Contexte et zone d'intervention du Projet

La zone d'intervention du Projet concerne quatre pays géographiquement vastes, essentiellement enclavés et semi-arides que sont le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie et le Niger. Dans la région du Sahel, la mobilité transfrontalière est largement répandue car la région abrite plus de 20 millions de nomades qui vivent du pastoralisme depuis des siècles.

Les quatre pays du Sahel, à l'exception de la Mauritanie, se situent dans les dix derniers pays d'Afrique occidentale et centrale en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant et dans les 25 derniers pays au niveau mondial, avec près d'un tiers de la population vivant en dessous du taux de pauvreté international (1,90 USD par jour et par habitant, PPA 2011).

La région du Sahel est confrontée à plusieurs défis en matière de développement, notamment une croissance démographique rapide, une faible urbanisation, une agriculture de subsistance hautement improductive, un environnement commercial obstructif, des infrastructures logistiques et de transport médiocre, une faible productivité et une qualité médiocre des services publics, une gouvernance déficiente et un faible capital humain (Livre blanc sur l'éducation au Sahel (SEWP, 2021)). Ces défis cumulés continuent d'éroder les fragiles progrès économiques et la pandémie de COVID-19 a aggravé la situation en réduisant davantage le PIB par habitant dans les quatre pays.

Malgré une décennie de croissance économique nominale significative, des crises multiformes et l'insécurité, ainsi qu'une diversification économique limitée et une faible productivité, ont ralenti la croissance. Le PIB réel de la région a augmenté en moyenne de 4,9 % par an entre 2010 et 2019, mais a ralenti en 2021 à la suite de la crise du COVID-19 et de l'instabilité politique. En conséquence, la croissance a varié entre une contraction de 1,2 % au Tchad et une augmentation de 6,9 % au Burkina-Faso, laissant les pays encore plus endettés et poussant 2,7 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté. La diversification économique reste limitée et a entraîné une volatilité dans la mobilisation des recettes : (a) les industries extractives (pétrole et gaz au Tchad, au Niger et en Mauritanie), qui dépendent de la fixation des prix sur les marchés mondiaux ; et (b) l'agriculture, qui emploie la moitié de la population, est menacée par le changement climatique et les conflits¹.

L'extrémisme violent pose de graves problèmes de sécurité et de cohésion sociale au Sahel et peut avoir des répercussions en dehors de la région. Les pays du Sahel connaissent tous des conflits d'intensité moyenne qui, outre leur coût direct en vies humaines et en destructions, entraînent des déplacements de populations, réduisent la sécurité alimentaire et déstabilisent la gouvernance. Au Burkina Faso, la croissance du PIB a ralenti à 2,5 % en 2022 (-0,1 % par habitant) car l'insécurité a entraîné la fermeture de plusieurs mines d'or et les prix élevés des denrées alimentaires ont fait grimper l'inflation à un niveau record de 14,1 % dans la région ; l'incidence de la pauvreté a augmenté de 5,9 points de pourcentage. La reprise économique du Tchad en 2022 a également été freinée par l'insécurité et les inondations ; la croissance du PIB a été modérée à 2,2 pour cent (-0,9 pour cent par habitant), tandis que l'incidence de la pauvreté a augmenté de 2,4 points de pourcentage. Trois des quatre pays ont connu au moins un coup d'État au cours des quatre dernières années, tandis que des insurrections localisées ont entraîné le déplacement forcé de plus de 3 millions de personnes.

La nature généralisée du conflit expose tous les enfants à un risque important d'être affectés par les fermetures d'écoles et les déplacements forcés. Au Burkina Faso, plus d'un million d'enfants ont été touchés par les fermetures d'écoles et le nombre d'écoles restées fermées a augmenté de 40 % au cours de la seule année écoulée. En outre, près de 10 % de la population du Burkina Faso est actuellement déplacée, avec d'importants flux de population vers d'autres pays du Sahel. Ces déplacements constituent un risque important pour l'éducation et le développement des compétences et, combinés au nombre déjà élevé de jeunes non scolarisés, ils compromettent davantage la paix, la stabilité, la cohésion sociale et, en fin de compte, le développement économique et social de tous les pays de la région. Bien qu'il existe des expériences encourageantes dans la région sur lesquelles on peut s'appuyer - comme l'intégration des écoles des camps de réfugiés dans les systèmes nationaux au Tchad, ou l'élargissement de l'accès à l'éducation pour les réfugiés au Niger - il est urgent de renforcer la coopération régionale pour fournir un mécanisme d'assurance contre les chocs liés aux déplacements et aux fermetures d'écoles.

Dans la région du Sahel, jusqu'à 28 millions d'enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école. Des données récentes en provenance du Nigeria montrent que Boko Haram recrute ses membres principalement parmi les jeunes désœuvrés et les lycéens sans emploi. En outre, la fermeture récente de tous les sites d'extraction d'or au Burkina a conduit de nombreux jeunes vers les mouvements djihadistes. Enfin, il existe des preuves suggestives qui montrent que les jeunes et les enfants non scolarisés courent un risque beaucoup plus élevé de recrutement dans des milices armées que ceux qui sont scolarisés. Comme il est peu probable que les organisations armées restent à l'intérieur des frontières nationales, la

¹ Project Appraisal Document, Report No: PAD00231, World Bank

région du Sahel devrait s'unir et fournir une solution transnationale par le biais de l'éducation pour les millions de jeunes privés de leurs droits. ²

Les pays du Sahel sont extrêmement vulnérables au changement climatique. Le Sahel est l'une des régions les plus exposées aux phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les crues soudaines, les vagues de chaleur, la dégradation de l'environnement, la désertification et d'autres effets du changement climatique, le Tchad et le Niger figurant parmi les sept pays les plus vulnérables au changement climatique. Le Sahel devrait connaître une augmentation des températures d'au moins 20 Celsius d'ici 2040, ce qui accélérerait encore la dégradation des sols et augmenterait la fréquence et la gravité des sécheresses et des inondations, exerçant une pression considérable sur les gouvernements dont les ressources et les capacités sont limitées : au cours des 20 dernières années, environ 250 000 personnes ont été touchées par des inondations chaque année, détruisant des maisons, des routes et des infrastructures sociales, y compris des écoles, tandis que plus de 20 millions de personnes ont été touchées par la sécheresse entre 2016 et 2020.

4. Identification et analyse des parties prenantes

4.1. Méthodologie

Afin de respecter les meilleures pratiques, le projet appliquera les principes suivants pour l'engagement des parties prenantes :

- *Ouverture et approche basée sur le cycle de vie du projet* : Des consultations publiques sur le(s) projet(s) seront organisées tout au long du cycle de vie du projet, de manière ouverte, sans manipulation extérieure, interférence, coercition ou intimidation.
- *Participation éclairée et retour d'information* : Les informations seront fournies à toutes les parties prenantes et largement diffusées auprès d'elles dans un format approprié ; des occasions sont prévues pour enregistrer les réactions des parties prenantes, ainsi que pour analyser et traiter les commentaires et les préoccupations.
- *Inclusivité et sensibilité* : L'identification des parties prenantes est entreprise pour favoriser une meilleure communication et établir des relations efficaces. Le processus de participation aux projets est inclusif. Toutes les parties prenantes sont encouragées à tout moment à participer au processus de consultation. L'égalité d'accès à l'information est assurée à toutes les parties prenantes. La sensibilité aux besoins des parties prenantes est le principe clé qui sous-tend la sélection des méthodes de mobilisation. Une attention particulière est accordée aux groupes vulnérables qui risquent d'être exclus des bénéfices des projets, en particulier les femmes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes déplacées, les travailleurs migrants et les communautés, ainsi qu'aux sensibilités culturelles des divers groupes ethniques.
- *Flexibilité* : Si la distanciation sociale, le contexte culturel (par exemple, une dynamique de genre particulière) ou des facteurs de gouvernance (par exemple, un risque élevé de représailles) empêchent les formes traditionnelles d'engagement en face à face, la méthodologie doit s'adapter à d'autres formes d'engagement, y compris diverses formes de communication par internet ou par téléphone.

4.2. Parties concernées et autres parties intéressées¹

Les parties directement concernées comprennent les catégories suivantes :

- Le personnel enseignant ;
- La chaîne d'encadrement (inspecteurs, conseillers, administration centrale) ; ceux-ci peuvent provenir de tous les niveaux de l'administration scolaire ;

² Project Appraisal Document, Report No: PAD00231, World Bank

- Les élèves ;
- Communautés/Habitants situés à proximité des écoles primaires et secondaires ;
- Promoteurs des écoles privées ;
- Les personnes dont les biens et sources de revenus sont potentiellement affectées par les activités du Projet (réinstallation involontaire)
- Les décideurs politiques, les planificateurs et les personnels de l'éducation responsables de la gestion des systèmes et des institutions éducatives des ministères en charge de l'éducation et de la formation dans les quatre pays bénéficiant de la formation dispensée par l'institut régional ;
- Les chercheurs régionaux des quatre pays du Sahel bénéficiant des activités de recherche au sein du nouvel institut régional du Sahel à créer ;
- Les employeurs sahéliens qui auront un meilleur accès à la recherche appliquée pour trouver des solutions aux défis urgents du développement ;
- Les nomades, les réfugiés, les populations déplacées, les rapatriés et les enfants non scolarisés qui bénéficieront de l'école ouverte régionale du Sahel ;
- Les formateurs, les enseignants, les fonctionnaires et les techniciens des ministères qui bénéficieront de l'école ouverte régionale du Sahel ;
- Les étudiants des quatre pays du Sahel inscrits dans les institutions hôtes du CAE ;
- Les professeurs et le personnel des institutions d'enseignement supérieur des quatre pays du Sahel qui améliorent leurs qualifications et leurs conditions d'enseignement et de recherche dans les institutions d'accueil du CAE ; et
- La population générale des quatre pays du Sahel qui bénéficiera d'un réseau de chercheurs dynamiques et de décideurs en matière d'éducation sur la recherche appliquée pour stimuler le développement ;

Une autre catégorie de parties prenantes qui ne sont pas directement touchées comprend :

- Les ONG et associations de la société civile travaillant dans le secteur de l'éducation ;
- Les autorités administratives déconcentrées ;
- Les collectivités territoriales à qui la compétence de l'éducation leur est transférée ;
- Les syndicats du secteur de l'éducation ;
- Les organisations de Parents d'élèves (Associations, Fédérations et Union) ;
- Les Organisations communautaires (Comités de gestion d'école et Conseils de gestion des établissements) ;
- Les Compagnies d'assurances ;
- Les entreprises contractantes du projet (le choix des entreprises sera fait sur la base des critères définis dans les DAO).
- Les managers du projet et les personnes recrutées par le projet (ils seront recrutés sur la base de critères préalablement définis) ;

4.3. Personnes ou groupes défavorisés/vulnérables²

Dans le cadre du projet, les groupes vulnérables ou défavorisés peuvent inclure, sans s'y limiter, les groupes suivants :

- Les élèves (garçons et filles de 6 à 14 ans) exposés aux risques EAS dans le système éducatif ;
- Les élèves vivant avec un handicap et leurs soignants ;

- Les enseignants stagiaires (notamment les femmes) dont les revenus sont faibles et pouvant être victimes de violences basées sur le genre (VBG) d'exploitation et/ou abus sexuel, de harcèlement sexuel, de violence physique, etc ;
- Des élèves sans soutien parental ;
- Des personnes âgées : ces personnes âgées (avec des revenus réduits) ayant des élèves en charge. Les obligations scolaires (contraintes financières ou participation à des travaux) pourraient les impacter négativement ; des personnes démunies vivants seules ou les veuves ;
- Les malades de VIH/SIDA ;
- Les réfugiés et déplacés internes ;
- Des femmes chefs de ménages ;
- Des jeunes déscolarisés sans soutien ;

Les groupes vulnérables au sein des communautés touchées par le projet peuvent, le cas échéant, être ajoutés, confirmés et consultés par des moyens spécifiques. Les sections suivantes décrivent les méthodes d'engagement qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet.

5. Programme de mobilisation des parties prenantes

5.1. Résumé de la participation des parties prenantes à la préparation du projet

Le programme de consultation a été mis en œuvre en utilisant deux approches : des consultations en personne et des consultations virtuelles.

Première approche : Avant le démarrage des consultations proprement dites, des réunions virtuelles ont été tenu avec les UGP de chaque pays bénéficiaire entre octobre/novembre 2023 puis en septembre 2024 y compris les experts en sauvegardes environnementales et sociales pour expliquer les objectifs du projet, la méthodologie pour la conduite des consultations, les résultats attendus. Des plateformes telles que Microsoft Teams et des échanges de courriels ont été utilisés pour ce premier niveau d'échange. Deux formulaires de collecte de données abordant différentes thématiques leur ont été envoyés pour organiser les consultations.

Deuxième approche : elle consistait à organiser des consultations en présentiel avec les parties prenantes au niveau local. Cette activité a été confié aux différents UGP chargées de mener des rencontres avec les parties prenantes sélectionnées et de préparer des comptes rendus des réunions qui ont été ensuite partagé au consultant. La période de tenue des consultations s'est déroulée entre octobre et décembre 2023 pour des pays comme le Burkina Faso, la Mauritanie, et le Tchad. D'autres pays comme le Niger, les consultations se sont tenues un peu plus tard en septembre 2024. La consultation avec l'expert en sauvegarde environnementale et sociale de l'AUA s'est tenue le 19/09/24.

Les principales questions abordées lors de ces consultations comprennent :

- Politiques qui soutiennent le secteur éducatif ;
- Fréquentation scolaire ;
- Situation actuelle des services éducatifs,
- VBG/EAS/HS ;
- Mécanisme de Gestion des plaintes ;
- Besoins en renforcement de capacités ;
- Mobilisation des parties prenantes ;

- Permis environnementaux et autorisations environnementales ;
- Problématique des minorités de genre qui sont régulièrement victimes d'exclusion sociale dans le contexte de projet d'éducation ;
- Problématique des groupes religieux qu'il est difficile d'atteindre et/ou dont il est difficile de les faire participer aux programmes éducatifs ;
- Problématiques des groupes ethniques/tribus qu'il est difficile d'atteindre et/ou dont il est difficile de faire participer aux programmes éducatifs ;

Le nombre de participants pour chacune de ces rencontres est fourni en annexe dans les listes de présence. Les commentaires reçus lors des consultations ont été pris en compte par l'équipe de consultants chargés de l'élaboration du PMPP. Un résumé des principales observations reçues et intégrées dans le PMPP figure au Tableau 5 en Annexe.

Les rapports et plans environnementaux et sociaux ont été communiqués par l'intermédiaire des experts en Sauvegardes Environnementale et Sociale (SES) des Unités de Gestion du Projet (UGP) de chaque pays bénéficiaire. Les commentaires reçus lors des consultations ont été pris en compte par les différentes UGP. Un résumé complet des observations issues de ces consultations est présenté dans le Tableau 5.

5.2. Résumé des besoins des parties prenantes du projet et des méthodes, outils et techniques de mobilisation des parties prenantes

Différentes méthodes d'engagement sont proposées et couvrent les différents besoins des parties prenantes, comme indiqué ci-dessous :

- Téléphone : l'utilisation du téléphone portable constitue une méthode de communication souvent la plus convenante en raison de l'accessibilité et de la rapidité. La discussion sur un téléphone est souvent plus rapide et plus facile par rapport à l'envoi d'un email et en attente de réponses. Cette approche exige la compilation de bases de données antérieures avec numéros de contacts des parties prenantes clés pertinents.
- Courriel : largement utilisés pour la communication avec les agences gouvernementales, les ONG et d'autres acteurs institutionnels. Le partage d'informations, la sollicitation d'experts sur les sauvegardes et la diffusion de documents de sauvegardes directement aux principales parties prenantes peuvent être effectués efficacement par courriel. En outre, la communication par courriel offre un accès direct aux parties prenantes lors de l'organisation de réunions.
- Des entrevues individuelles, entretiens (individuels ou collectifs) : des réunions, des focus groupes consultations publiques et ateliers d'information et d'échanges seront organisés aux différentes étapes du projet afin de tenir les parties prenantes régulièrement informés de l'évolution du projet ;
- Ateliers d'échanges / groupes de discussion avec les parties prenantes qui participent à la mise en œuvre du projet ;
- Distribution de brochures et de bulletins d'information (en français et dans les langues locales) sur les activités du projet, les risques et impacts environnementaux, etc. seront affichés sur des sites bien identifiés et accessibles à tous (Mairies, sièges des Associations de jeunes, de femmes, etc.) ;

- Journaux, magazines, affiches. La presse écrite et en ligne, ainsi que la télévision seront également utilisées pour diffuser les informations destinées à toucher le plus grand nombre, notamment les parties prenantes instruites et ayant accès à ces médias ;
- Les réseaux sociaux tels que WhatsApp, Facebook, Tweeter, etc. seront également mis à contribution pour la diffusion des informations sur le projet dans les zones où cela est possible ;
- Radio/ les radios communautaires, crieurs publics, caravanes d'information et le canal des leaders d'opinion seront aussi utilisés pour l'information et la sensibilisation des parties prenantes, y compris les bénéficiaires, les personnes affectées et les populations vulnérables, sur les opportunités, les risques et impacts sociaux et environnementaux du projet ;

Les critères à prendre en compte lors la détermination de la fréquence et de la technique d'engagement appropriée à utiliser pour consulter chaque groupe de parties prenantes sont :

- L'étendue de l'impact du projet sur le groupe des parties prenantes ;'
- L'étendue de l'influence du groupe de parties prenantes sur le projet ; et
- Les méthodes d'engagement et de diffusion de l'information culturellement acceptables.

En général, l'engagement est directement proportionnel à l'impact et l'influence, et à mesure que l'impact d'un projet sur un groupe de parties prenantes augmente ou que l'influence d'un acteur particulier augmente, l'engagement avec ce groupe de parties prenantes doit s'intensifier, s'approfondir en termes de fréquence e' d'intensité de la méthode d'engagement utilisée.

Tout engagement devrait se faire sur la base de méthodes culturellement acceptables et appropriées pour chacun des différents groupes de parties prenantes. Par exemple, lors de la consultation des représentants du gouvernement, les présentations officielles sont la méthode de consultation privilégiée, alors que les communautés préfèrent les réunions publiques et les discussions de groupe informelles animées par des affiches, des brochures non techniques e' d'autres aides visuelles.

Pour les groupes de discussions avec les femmes également, il est préférable qu'ils se tiennent de manière séparée de celles des hommes et seront impérativement animées par une/des femme(s) compte tenu du contexte culturel local. Ceci permettra de libérer plus facilement la parole des femmes surtout en ce qui concerne les discussions sur les VBG/EAS/HS. Les filles et les femmes seront également informées du contenu du code de conduite et consultées sur les moyens sûrs et accessibles par lesquels les survivantes d'EAS/HS pourraient signaler une méconduite du personnel du projet, elles seront également informées des services disponibles pour les survivantes de la VBG/EAS/HS dans leurs communautés.

Diverses technique' d'engagement sont utilisées pour établir des relations constructives avec les parties prenantes, recueillir des informations auprès de celles-ci, les consulter et leur fournir les informations sur le projet et ses activités. Lors de la sélection d'une technique de consultation appropriée, des méthodes de consultation appropriées sur le plan culturel et le but de la collaboration avec un groupe d'intervenants doivent être pris en compte.

Leurs niveaux d'influence, d'intérêt et de désir de collaborer avec le projet sont nuancés et varient selon l'intérêt des parties prenantes vis-à-vis du projet.

5.3. Plan de mobilisation des parties prenantes

Le but du plan de mobilisation des parties prenantes est d'identifier les parties prenantes et leurs préoccupations, définir les rôles et les responsabilités des différents acteurs qui interviennent dans sa mise en œuvre ainsi que les échéances d'exécution des activités. Le Tableau 1 ci-dessous décrit le processus d'engagement, les méthodes, y compris le séquençage, les sujets de consultation et les parties prenantes cibles. La Banque mondiale et les pays bénéficiaires ne tolèrent pas les représailles et les actes de représailles contre les parties prenantes du projet qui expriment leur point de vue sur les projets financés par la Banque.

Tableau 1: Méthode d'engagement avec les parties prenantes

Étape du projet	Date/période approximatives	Objet de la consultation/ du message	Méthode utilisée	Parties prenantes visées	Responsabilités
Phase de préparation	<p>- Visioconférence avec la BM et gouvernements des pays bénéficiaires</p> <p>Avant et pendant la mission d'évaluation du projet / Avant la négociation du projet</p> <p><u>N.B.</u> <i>Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations</i></p>	<p>L'objet, la nature et l'envergure du projet</p> <p>Préparation à la formulation du projet</p>	<p>- Réunions formelles - Entretiens individuels ; - Consultations publiques</p> <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales</i> 	Toutes les parties prenantes identifiées	Equipe de préparation UGP / Consultants
	<p>Echange par visioconférence avec la BM et gouvernement des pays bénéficiaires</p> <p>Avant et pendant la mission d'évaluation du</p>	<p>Consultations sur les instruments de sauvegardes environnementales et sociales</p> <p>Echanges sur les risques et effets potentiels du</p>	<p>- Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondances, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux.</p>	Consultant / Equipe de préparation UGP	Consultant/équipe de préparation / UGP

Étape du projet	Date/période approximatives	Objet de la consultation/ du message	Méthode utilisée	Parties prenantes visées	Responsabilités
	<p>projet / Avant la négociation du projet</p> <p><u>N.B.</u> <i>Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations</i></p>	<p>projet sur les communautés locales, et mesures d'atténuation, notamment pour les groupes vulnérables et défavorisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) - Consultations communautaires - Réunions formelles - Entretiens individuels ; - Visites de terrain <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées</i> • <i>Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales</i> 		
	<p>Avant et pendant la négociation du projet</p> <p><u>N.B.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations</i> 	<p>Consultations sur les instruments de sauvegardes environnementales et sociales</p> <p>Echanges sur les risques et effets potentiels du projet sur les communautés bénéficiaires et mesures d'atténuation, notamment pour les groupes vulnérables et défavorisés, les réfugiés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondances, les réunions officielles ; - Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) - Consultations communautaires - Réunions formelles - Entretiens individuels ; - Visites de terrain <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées</i> - <i>Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales</i> 	<p>Toutes les parties prenantes identifiées.</p>	<p>Consultant / Equipe de préparation UGP</p>

Étape du projet	Date/période approximatives	Objet de la consultation/ du message	Méthode utilisée	Parties prenantes visées	Responsabilités
	<p>- Réunions de consultation continues pour prise en compte de leurs des réactions, soucis, et contributions des communautés locales dans tout le processus ;</p> <p>Un communiqué dans :</p> <p>Les journaux au niveau des régions à la radio et à la télé, une fois par semaine et à la télé durant les semaines de communication durant la période de lancement du projet</p> <p><u>N.B.</u></p> <p>- Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations</p>	<p>Echanges sur les critères d'éligibilité des bénéficiaires du projet et des personnes vulnérables</p>	<p>- Journaux, affiches, la radio, la télévision ;</p> <p>- Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ;</p> <p>- Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux.</p> <p>- Radios locales ;</p> <p>- Discussion avec les parties prenantes en vue de prendre en compte leur réactions/soucis/contributions ;</p> <p>Réunions de consultation ; Consultation du public (assemblée générale, interview ou focus group avec les communautés) pour l'élaboration des instruments de sauvegarde</p> <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales <p>-</p>	<p>Personnes potentiellement affectées et toutes les parties prenantes</p>	<p>Consultant/UGP</p>

Étape du projet	Date/période approximatives	Objet de la consultation/ du message	Méthode utilisée	Parties prenantes visées	Responsabilités
	<p>Zone d'influence du projet - Le long du cycle de vie du projet</p> <p><u>N.B.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations 	<p>Processus envisagé pour mobiliser les parties prenantes (Participation et l'implication des acteurs et des populations locales)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées - Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales 	<p>Toutes les parties prenantes identifiées</p>	<p>Consultant / UGP</p>
<p>Phase de mise en œuvre</p>	<p>Consultation des communautés, un mois avant le début des travaux et pendant toute la phase des travaux</p> <p>Un communiqué dans :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les journaux au niveau des régions - La radio et à la télé, une fois par semaine et à la télé durant les semaines de communication durant la période de lancement du projet 	<p>Mécanisme de gestion des plaintes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les parties prenantes identifiées 	<p>UGP / Communautés locales/radios communautaires</p>

Étape du projet	Date/période approximatives	Objet de la consultation/ du message	Méthode utilisée	Parties prenantes visées	Responsabilités
	<p><u>N.B.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations 		-		
	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la zone d'intervention du projet notamment : Consultation sur les instruments de sauvegarde environnementale et sociale pendant toute la période de préparation <p><u>N.B.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour 	<p>Diffusion des instruments de sauvegarde environnementale et sociale élaborés (Impacts environnementaux et sociaux des activités du projet et mesures préconisées : hygiène, sécurité, VBG, travail des enfants lors des travaux ; gestion des ressources naturelles ; opportunité d'emploi</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (réunion, entretiens, regroupement, interview ou focus group) <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les parties prenantes identifiées 	<ul style="list-style-type: none"> - UGP - Prestataires de services

Étape du projet	Date/période approximatives	Objet de la consultation/ du message	Méthode utilisée	Parties prenantes visées	Responsabilités
	<i>informer et sensibiliser les populations</i>				
Phase d'exploitation	<p>Information dans la zone d'intervention durant toute la phase de fonctionnement</p> <p><u>N.B.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations 	Mesures d'entretien et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) <p><u>NB :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées. Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaires - Collectivités territoriales - Communautés locales 	<ul style="list-style-type: none"> - UGP - Prestataires de services

Le contenu des informations à communiquer portera sur les éléments suivants :

- Contenu du Projet ;
- Participation à la formulation des instruments de sauvegarde
- Facilitation des consultations
- Objectifs, Impacts et mesures d'atténuation du projet, opportunités, moyens de participation
- Contenu des documents de sauvegarde environnementale et sociale
- Méthodes de mise en œuvre des mesures de sauvegarde Environnementales et sociales
- Échéance de mise en œuvre des activités de sauvegarde environnementales et sociales
- Rôle des différents acteurs chargés de la mise en œuvre
- Indicateurs de suivi
- Méthodes/techniques de renseignement des indicateurs
- Rôles des acteurs dans collecte données
- Période de collecte des données

La notification et la diffusion des informations seront faites à travers les mass-médias notamment la radio et la télévision nationale ainsi que les journaux de grande audience du pays bénéficiaires. Des affiches seront apposées sur des sites bien identifiés et accessibles à tous telles que les mairies, les inspections de l'éducation, les gouvernorats et les places publiques etc. Pour atteindre le maximum de personnes susceptibles d'être impactées, en plus des radios locales, les crieurs publics seront mis à contribution. Les informations seront diffusées au moins trois fois par semaine avant la tenue des réunions.

En plus de ces moyens identifiés, les brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques en français et en langues locales seront distribués pour faciliter la diffusion des informations sur le Projet. Pour les parties prenantes qui sont instruites, un site web sera créé et régulièrement mis à jour et les informations seront aussi diffusées via les réseaux sociaux tels que WhatsApp, Facebook, etc. Les réunions seront annoncées à travers les lettres officielles envoyées aux parties prenantes au moins 72 heures avant, pour permettre leur intégration dans les agendas. Ces différents dispositifs permettront de fournir les informations actualisées aux parties prenantes. Les outils de communication développés seront adaptés à la communication sensible aux enfants

5.4. Information des parties prenantes

Les parties prenantes seront tenues informées au fur et à mesure de l'évolution du projet, notamment en ce qui concerne les performances en matière environnementale et sociale du projet, la mise en œuvre du PMPP et du Mécanisme de règlement des plaintes, ainsi que l'état d'avancement général de la mise en œuvre du projet.

6. Ressources et responsabilités pour la mise en œuvre du projet et des activités de mobilisation des parties prenantes

6.1. Ressources

Unité de facilitation régionale

Une unité de facilitation régionale (UFR) sera créée au sein de l'AUA pour assurer le rôle de facilitation régionale entre les pays et gérer l'ensemble du projet. L'UFR sera composée d'un coordinateur régional, d'une équipe de suivi et d'évaluation et d'une équipe fiduciaire qui seront sélectionnées sur une base concurrentielle. Outre son rôle de rassembleur et ses responsabilités spécifiques connexes dans le cadre des volets 1 et 2, l'UFR sera responsable de ce qui suit : (i) la coordination générale des activités du projet et la liaison avec les unités nationales de facilitation ; (ii) le secrétariat du Comité de pilotage régional (CPR) ; (iii) la coordination des missions d'appui à la mise en œuvre ; et (iv) les activités de suivi et d'évaluation.

Unités nationales de facilitation

Afin d'assurer une mise en œuvre harmonieuse du projet au niveau national, chaque pays disposera d'une unité nationale de facilitation (UNF) ou Unité de Gestion du Projet (UGP) dotée des compétences techniques et fiduciaires nécessaires pour soutenir chaque ministère bénéficiaire dans toutes les activités menées dans le pays. L'UGP supervisera la gestion du projet au niveau national et sera établie sous les ministères en charge de l'éducation pour le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie et le Niger. Une évaluation complète des NFU sera effectuée au cours de l'évaluation.

L'UGP au niveau national sera chargée des activités de mobilisation des parties prenantes. Les activités et les responsables pour la mise en œuvre de l'engagement des parties prenantes sont décrits dans le Tableau 2 ci-dessus :

Tableau 2: Activités et responsabilités des parties prenantes

Activités	Responsables
<p><input type="checkbox"/> <u>Communication</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement du plan et supports de communication • Élaboration du plan de communication sociale ; • Conception des supports de communication ; • Conception de registres d'enregistrement de plaintes ; • Mise en place d'une plateforme (site Web interactif, page Facebook, page Twitter, groupe Whatsapp) ; • Mise en place de numéro vert au niveau central pour l'enregistrement des réclamations plus frais de gestion pour 12 mois ; • Tenue de séances (radios, télévisions et presses écrites) de sensibilisation et communication des parties prenantes sur les impacts et effets environnementaux et sociaux, les questions de VBG et sur le MGP ; 	<p>Coordonnateur du Projet Spécialiste en communication Spécialiste en sauvegarde sociale Spécialiste VBG,</p>
<p><input type="checkbox"/> <u>Renforcement des capacités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ateliers de partage du PMPP avec les représentants des parties prenantes ; • Formation des entités de mise en œuvre des procédures de gestion des plaintes et de résolution à l'amiable ; 	<p>Coordonnateur du Projet Spécialiste en sauvegarde sociale</p>
<p><input type="checkbox"/> <u>Mécanisme de Gestion des plaintes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des plaintes dans les régions d'accueil du projet • Edition et Publication de brochures /affiches / Dépliants sur le MGP ; • Préparation d'un Plan de réponse pour la prévention, l'atténuation des risques et la prise en charge des VBG, l'Exploitation, les Abus Sexuels et le harcèlement Sexuel (VBG/EAS/HS). 	<p>Coordonnateur du Projet Spécialiste en sauvegarde sociale Spécialiste VBG,</p>
<p><input type="checkbox"/> <u>Suivi-Evaluation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Suivi évaluation du PMPP • Mise à jour du PMPP 	<p>Spécialiste de Suivi-évaluation Spécialiste des Passation des marchés</p>
<p><input type="checkbox"/> <u>Reportage</u></p> <p>Production et publication des rapports de suivi du PMPP y compris les feedbacks et griefs ;</p>	<p>Coordonnateur du Projet Spécialiste en sauvegarde sociale</p>

Le budget du PMPP est de 146 000 USD et est inclus dans les composantes du projet ci-dessous :

Tableau 3: Budget du PMPP

Catégorie budgétaire	Quantité	Coûts unitaires en USD	Périodes/années	Coûts totaux
1. Ateliers de partage du PMPP avec les représentants des parties prenantes	1	4000	Dès l'approbation du PMPP	4000
2. Élaboration du plan de communication sociale	1	8000	Six mois après l'entrée en vigueur du Projet	8000
4. Tenue de séances (radios, télévisions et presses écrites) de sensibilisation et communication des parties prenantes sur les impacts et effets environnementaux et sociaux, les questions de VBG et sur le MGP	4	4000	Tout au long de la mise en œuvre du Projet	16000
5. Conception des supports de communication	1	23 000	Six mois après l'entrée en vigueur du Projet	23 000
Mise en place d'une plateforme (site Web interactif, page Facebook, page Twitter, groupe Whatsapp)	1		Six mois après l'entrée en vigueur du Projet	Sans coût (à développer par les services informatiques du MEN)
Mise en place de numéro vert au niveau central pour l'enregistrement des réclamations plus frais de gestion pour 12 mois	1	6500	Six mois après l'entrée en vigueur du Projet	6500
<ul style="list-style-type: none"> • Conception de registres d'enregistrement de plaintes • Edition et Publication de brochures /affiches / Dépliants sur le MGP 	1	16 000	Six mois après l'entrée en vigueur du Projet	16 000
Formation des entités de mise en œuvre des procédures de gestion des plaintes et de résolution à l'amiable	1	11500	Six mois après l'entrée en vigueur du Projet	11500
Mise à jour du PMPP	2	10000	Tous les ans	20 000
Préparation d'un Plan de réponse pour la prévention, l'atténuation des risques et la prise en charge des VBG, l'Exploitation, les Abus Sexuels et le harcèlement Sexuel (VBG/EAS/HS)	1	41 000	Dès l'entrée en vigueur du Projet	41 000
BUDGET TOTAL CONSACRÉ À LA MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES :				134 000

Note : * Les coûts salariaux peuvent être indicatifs.

6.2. Fonctions et responsabilités de la direction

Les entités chargées de mener à bien les activités de mobilisation des parties prenantes sont :

- L'Unité Régional de mise en œuvre du Projet (URP) dont la coordination est assurée par l'AUA servira de facilitatrice aux activités régionales en général et soutiendra la mise en œuvre de la composante 2 au niveau régional. Elle facilitera également les activités de suivi et d'évaluation telles que le développement d'une plateforme de base de données de suivi et d'évaluation en ligne, la vérification des résultats, l'analyse comparative de l'école ouverte du Sahel mise en œuvre dans les pays participants. L'URP assurera également la liaison avec les initiatives régionales et nationales en cours afin de renforcer l'EduSahel, l'école ouverte du Sahel et les pays, y compris par le biais de plateformes numériques de mise en réseau. Les activités spécifiques de l'AUA sont spécifiées dans chaque composante. L'URP rendra compte au Comité de pilotage régional (CPR) et à la Banque mondiale lors de réunions semestrielles.
- L'Unité de Gestion du Projet (UGP) Sahel relance qui assurera la coordination, la gestion et le suivi de la mise en œuvre des activités du Projet au niveau de chaque pays. Au sein de l'UGP le spécialiste en sauvegarde sociale sera chargé d'animer le processus de mobilisation des parties prenantes. Ensuite, il sera appuyé dans sa tâche par le Coordonnateur du projet, le spécialiste en sauvegarde environnementale, le responsable suivi et évaluation du Projet et le spécialiste en gestion financière dans la mise en œuvre de ses activités. Comme appui extérieur, le spécialiste en sauvegarde sociale pourra compter sur des consultants externes, notamment pour l'évaluation indépendante de la performance des activités de mobilisation des parties prenantes.
- L'UGP Sahel Relance sera appuyé par les entités locales (au niveau régional et provinciales/départementales) du ministère de l'Éducation nationale dans l'opérationnalisation du PMPP, notamment les Inspections de l'Éducation et de la Formation (IEF), le Personnel d'encadrement (Directeurs d'école/chefs d'établissement), les Directions des Centres Régionaux de Formation des Personnels de l'Éducation (CRFPE), etc

Les activités de mobilisation des parties prenantes seront documentées par le biais de du spécialiste en sauvegarde sociale à qui les informations seront transmises à travers un processus fonctionnel établi avec les autres acteurs à la base. Cette transmission se fera sous forme écrite sur la base de registres, ou autres fiches établies et acceptées de tous. La fréquence de transmission sera retenue de commun accord. Elle peut être mensuelle, bimensuelle ou trimestrielle.

7. Mécanisme de règlement des plaintes

L'objectif principal d'un tel mécanisme est d'aider à régler les plaintes et les griefs d'une manière rapide, efficace et efficiente qui satisfasse toutes les parties concernées.

7.1. Description du mécanisme de règlement des plaintes

Tableau 4: Mécanisme de règlement des plaintes

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
<p>Structure de mise en œuvre du mécanisme de règlement des plaintes</p>	<p>Niveau 1 : Mise en place de Comités communaux de Gestion des Plaintes (CCGP), qui sont installés dans les localités bénéficiaires des investissements du projet pour déposer leurs plaintes/réclamations.</p>	<p>Le délai accordé pour le règlement des plaintes portées à son attention sera de 7 jours au maximum. Dépassé ce délai, le comité est obligé de transférer le dossier au Comité de gestion des plaintes au niveau régional</p>	<p>Ce comité implanté sur les sites ou le projet intervient, constitue la courroie de transmission pour des personnes n'ayant pas les possibilités de rédiger, d'expédier leurs doléances et travaillera en étroite collaboration avec les populations dans les zones d'intervention du Projet Sahel Relance.</p> <p>Le règlement de la plainte peut trouver de solution au niveau du Comité local, celui-ci se contentera juste de renseigner l'Unité de Gestion du Projet. Mais dans le cas contraire, la responsabilité du traitement du grief sera transférée au comité régional.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recevoir, enregistrer et accuser réception des plaintes et/ou réclamations ; • Informer par voie officielle l'UCP et le niveau communal de l'état des lieux des plaintes reçues, enregistrées et traitées ; • Procéder à des investigations approfondies pour cerner tous les enjeux de la plainte ; • Engager avec le plaignant une négociation pour une résolution à l'amiable de la plainte, sauf pour les plaintes EAS/HS; • Transférer les plaintes non résolues au niveau régional ;

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
			<ul style="list-style-type: none"> • Établir les PV ou rapports de session en quatre (04) exemplaires dont un pour archive et les autres pour chacune des parties (Comité local, l'UGP et plaignant).
	<p>Niveau 2 : Les Comités Régionaux de Gestion des Plaintes (CRGP) qui seront installés au niveau des régions bénéficiaires des ouvrages à construire par le projet.</p>	<p>Le délai accordé au niveau régional pour apporter une réponse aux plaintes portées à son attention sera de 7 jours au maximum. Dépassé ce délai, elle est obligée de transférer le dossier au Comité de gestion des plaintes au niveau national</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Recevoir, enregistrer et accuser réception des plaintes et/ou réclamations ; non satisfaite au niveau local ; • Informer l'UCP de l'état des lieux des plaintes reçues et enregistrées, • Procéder à des investigations approfondies pour cerner tous les enjeux de la plainte ; • Engager avec le plaignant une négociation pour une issue à l'amiable de la plainte, sauf pour les plaintes EAS/HS ; • Convenir rapidement avec l'URGP de la date d'une session au cours de laquelle les plaintes seront examinées et donner le résultat aux plaignants ; • Établir les PV ou rapports de session en trois (03) exemplaires dont un pour archive et les autres pour chacune des parties (Comité régional, l'UCP et plaignant) ; etc.

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
	<p>Niveau 3 : le Comité National de Gestion des Plaintes du Projet (CNGP) qui sera installé au siège du projet. Il sera responsable du pilotage du MGP. Il est l'organe suprême de résolution des cas de plaintes à l'amiable et de recours non réglés par les Comités installés aux niveaux 1 et 2.</p>	<p>Le délai accordé à la Cellule nationale pour apporter une réponse aux plaintes portées à son attention sera de 5 jours au maximum. En cas de non compromis la dernière instance de règlement des plaintes reste la justice après le délai accordé à au niveau national pour satisfaire le plaignant.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Suivre les plaintes enregistrées et la régularité de leur traitement au niveau des comités ; • Veiller à l'enregistrement et au traitement diligent des plaintes ; • Évaluer la nature et le coût (au besoin) des dommages constatés ou faisant l'objet de plaintes ; • Négocier avec les PAP les modalités de règlement des indemnisations, et liquider les indemnisations si nécessaires ; • Documenter et archiver conséquemment le processus ; • Assurer le renforcement des capacités des comités, leur formalisation ainsi que leur fonctionnement ; • S'assurer de l'opérationnalisation du MGP dans les activités du projet ; • Analyser les rapports d'activités entrant dans la mise en œuvre du MGP ; • Établir les PV ou rapports de session en deux (02) exemplaires dont un pour archive et un autre pour le plaignant.
Gestion des plaintes	<p>Les canaux de réception des plaintes sont diversifiés et adaptés au contexte socioculturel de mise en œuvre du Projet. Les plaintes seront formulées verbalement ou par écrit.</p> <p>Les plaintes peuvent être déposées par les canaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les boîtes à plaintes. • Ligne téléphonique gratuite/ligne de SMS (Service de messages courts) 	48 heures	<p>Comités communaux de Gestion des Plaintes</p> <p>Comité Régionales de gestion des plaintes</p> <p>Comité national de gestion des plaintes</p>

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
	<ul style="list-style-type: none"> • Courriel • Lettre aux points focaux chargés des plaintes dans les établissements locaux • Formulaire de plainte à déposer par l'un des canaux susmentionnés • La saisine par un intermédiaire (parent, proche, autorités locales, association de défense des droits humains, etc.) • Les personnes qui se présentent sans rendez-vous peuvent déposer une plainte dans un registre de doléances dans un établissement ou dans une boîte à suggestions] 		
Tri, traitement	<p>Toutes les plaintes jugées éligibles au MGP feront l'objet d'un examen approfondi. À chaque niveau, il sera désigné un point focal qui sera formé sur les questions sociales. Le Comité de gestion des plaintes (CGP) s'assurera que chaque plainte enregistrée est pertinente par rapport aux activités ou aux engagements du projet. Il s'agira de rechercher le lien entre les faits incriminés et les activités et impacts du projet. Selon la gravité de la plainte, le Comité de Gestion de Plaintes (CGP) pourra : statuer sur la plainte en faisant toutes les investigations nécessaires. L'évaluation de l'éligibilité permettra également de savoir si la plainte doit être traitée dans le cadre du MGP ou transférée à d'autres mécanismes gouvernementaux (judiciaires ou non judiciaires). Les plaintes liées à des infractions pénales ne sont pas éligibles au MGP.</p> <p>Toute plainte reçue est transmise au comité de gestion des plaintes, enregistrée dans un registre et classée selon les types de plaintes suivants :</p>	<p>Dès réception de la plainte</p> <p>5 jours pour les plaintes non sensibles et 10 jours pour les plaintes sensibles</p>	<p>Points focaux locaux pour les plaintes ONG d'appui</p>

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
	<ul style="list-style-type: none"> Les plaintes non sensibles seront traitées aussi bien par les instances intermédiaires que par l'instance nationale. Les comités locaux de traitement des plaintes seront mis en place dans les différentes zones d'intervention. Les plaintes sensibles telles que les VBG seront traités différemment par une ONG qui appuiera le projet dans ce domaine. Ces plaintes seront redirigées vers le partenaire d'appui du projet via les points focaux VBG sur les sites d'intervention. 		
Remerciements et suivi	Le plaignant reçoit un accusé de réception de la plainte par notification écrite.	Dans les deux jours suivant la réception	Points focaux locaux pour les plaintes
Vérification, investigation, action	L'enquête sur la plainte est menée par une équipe d'enquêteurs pour déterminer les causes, les conséquences et les solutions possibles. Un projet de résolution est formulé par le Président du comité de gestion des plaintes et communiqué au plaignant par Procès-Verbal (PV) de consentement.	Dans les dix jours ouvrables	Comité des plaintes composé de personnes bénéficiant d'une position en tant qu'autorité publique/traditionnelle et de leur capacité à résoudre les conflits ...
Suivi et évaluation	Les données relatives aux plaintes sont collectées dans des rapports trimestriels et communiquées aux parties prenantes tous les six mois.	Six mois	Le responsable suivi-évaluation de l'UGP Les entités publiques en charge de l'éducation
Retour d'information	Les commentaires des plaignants concernant leur satisfaction à l'égard du règlement des plaintes sont recueillis chaque trimestre afin d'apprécier le fonctionnement du MGP et si possible proposer des mesures correctives. Cette évaluation sera faite par enquête auprès des bénéficiaires (1 à 3 % des bénéficiaires selon un échantillonnage aléatoire).	Tous les trois mois	Points focaux locaux pour les plaintes

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
Formation	<p>Les besoins en formation du personnel/des consultants de chaque UGP, des maîtres d'œuvre et des consultants chargés de la supervision sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation sur les questions de VBG/EAS/HS - Formation sur la prévention, l'atténuation et la réponse aux EAS/HS en milieu scolaire - Formation sur la résolution des conflits/règlement des griefs - Formation sur le soutien psychosocial et la prise en charge médicale des survivant(e)s des EAS/HS/VBG - Formations sur les questions de santé et de sécurité au travail liées à la construction et aux exigences du PGES. - Formation sur les relations avec la communauté 		
Le cas échéant, versement de réparations à la suite du règlement de la plainte	<p>La procédure de mise en œuvre de (des) l'action/actions correctrice(s) sera entamée après l'accusé de réception par le plaignant lui notifiant les solutions retenues et en retour à la suite à l'accord du plaignant consigné dans un Procès-Verbal (PV) de consentement. L'organe de gestion des plaintes mettra en place tous les moyens nécessaires à la mise en œuvre des résolutions consenties et jouera sa partition en vue du respect du planning retenu. Un procès-verbal signé par le Président du comité de gestion des plaintes saisi et le plaignant, sanctionnera la fin de la mise en œuvre des solutions. Les Spécialistes en sauvegardes environnementale et sociale du Projet seront chargés de veiller à la bonne mise en œuvre et au suivi de la (des) solutions proposées (s) et rendront compte de l'évolution au Comité de Gestion de Plaintes.</p>	Après les dix jours ouvrables	<p>Comités communaux de Gestion des Plaintes</p> <p>Comité Régionales de gestion des plaintes</p> <p>Comité national de gestion des plaintes</p>

Étape	Description du processus	Délai	Responsabilité
	En cas de non-conciliation, l'équipe chargée du MGP tentera de trouver une proposition des mesures alternatives et voir si elles rencontrent les préoccupations du plaignant. En cas de persistance de non-conciliation, elle indiquera d'autres voies de recours disponibles, y compris les mécanismes administratives, judiciaires... Quelle que soit l'issue, l'équipe chargée de MGP doit documenter toutes les discussions et les choix offerts		

Le mécanisme de règlement des plaintes prévoit une procédure d'appel si le plaignant n'est pas satisfait de la résolution proposée de la plainte. Une fois que tous les moyens possibles pour régler la plainte ont été proposés et si le plaignant n'est toujours pas satisfait, il doit être informé de son droit de former un recours en droit.

Le projet mettra en place d'autres mesures pour le traitement des plaintes sensibles et confidentielles, y compris celles liées à l'exploitation, abus sexuels et au harcèlement sexuels, conformément à la Note de bonnes pratiques du CES de la Banque mondiale sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels.

Au regard du caractère sensible que les VGB/EAS/HS représentent dans les communautés et des normes sociales qui pourraient inciter à blâmer les survivants (es), la procédure traditionnelle de résolution des conflits n'est pas applicable aux plaintes VBG/EAS/HS. Des procédures spécifiques seront élaborées à travers le comité de plaintes VBG. Les CGP seront réadaptés pour traiter les plaintes liées aux EAS/HS. Les points focaux chargés de la tenue des registres seront formés de façon pointue sur les procédures de recueil, de confidentialité puis de référencement des survivants-es.

Des procédures spécifiques seront élaborées à travers le comité de plaintes VBG. Une plainte de nature sensible porte habituellement sur des cas de corruption, d'exploitation ou d'abus sexuel, de harcèlement sexuel, les représailles, de faute grave ou de négligence professionnelle ayant entraîné une blessure grave ou morte de personne. Compte tenu des risques associés au fait de soulever des questions sensibles, il est indispensable de concevoir un MGP qui rassure les personnes plaignantes qu'elles peuvent le faire en toute sécurité. La Banque mondiale préconise une approche centrée sur la survivante (« survivor-based approach »). En assurant les usagers que les plaintes de nature sensible seront traitées de façon confidentielle et sans représailles de la part de l'organisation, il est possible de garantir aux personnes plaignantes un certain degré de protection.

Les réglementations régissant la manière dont les incidents d'EAS/HS impliquant des enfants doivent être signalés et traités. Certaines personnes peuvent être habilitées à prendre des décisions concernant l'intérêt supérieur de l'enfant, comme un magistrat ou un travailleur social, et des procédures spécifiques peuvent être imposées à cet égard. Le recensement des prestataires de services de lutte contre la violence sexiste doit permettre de déterminer si les protocoles envisagés prennent en compte les besoins des enfants survivants et de déterminer dans quelle mesure les services les mieux adaptés à la prise en charge

des enfants et ceux mandatés pour déterminer l'intérêt supérieur de ces derniers, notamment au moyen d'une EIS ou d'une DIS, sont disponibles.

Les efforts entrepris à l'échelle mondiale pour lutter contre l'EAS/HS à l'encontre des enfants ont contribué à l'élaboration d'un corpus de bonnes pratiques visant à atténuer les risques d'EAS/HS pour les enfants et à prendre en charge les cas signalés. Cette Note recense quelques bonnes pratiques spécifiques pour définir les actes constitutifs d'EAS/HS à l'encontre d'enfants, pour déterminer les facteurs de risque et pour prendre en charge les cas survenus.

Les plaintes typiques en milieu de travail comprennent la demande d'opportunités d'emploi, les taux de salaire, les retards de paiement, les désaccords sur les conditions de travail et les problèmes de santé et de sécurité dans l'environnement de travail. Bien que des plaintes soient déposées sur les lieux de travail, elles ne sont pas toujours signalées par crainte de victimisation. C'est pourquoi un mécanisme distinct de règlement des griefs des travailleurs sera mis en place pour les travailleurs du projet (travailleurs directs et travailleurs sous contrat), comme stipulé dans la NES 2.

Le traitement des griefs doit être objectif, rapide et répondre aux besoins et aux préoccupations des travailleurs lésés. Il doit comprendre des procédures de réception et de gestion des plaintes relatives aux EAS/HS, y compris l'orientation vers les prestataires de services locaux de lutte contre la violence basée sur le genre. Le Mécanisme de Gestion des Plaintes des Travailleurs (MGPT) devra également permettre de déposer des plaintes anonymes et de les traiter. Les personnes qui soumettent leurs plaintes ou griefs au MGPT peuvent demander que leur nom reste confidentiel, et cette demande doit être respectée. Cependant, le MGPT ne remplace pas et n'annule pas l'exigence selon laquelle les UGP et les autres agences de mise en œuvre du projet prévoient des procédures sur le lieu de travail pour que les travailleurs du projet puissent signaler les situations de travail qu'ils estiment dangereuses ou nuisibles à pour la santé, telles que les exigences de signalement des blessures et des accidents sur le lieu de travail, comme le stipule la NES 2. Pour les fonctionnaires détachés auprès du projet, les lois et réglementations sur l'emploi et le travail en vigueur dans leur pays respectif, qui prévoient le signalement, la gestion et la réparation des griefs des travailleurs, seront applicables.

La Banque mondiale et l'Emprunteur ne tolèrent pas les représailles et les mesures de rétorsion à l'encontre des parties prenantes aux projets qui partagent leurs points de vue sur les projets financés par la Banque.

8. Suivi et rapports

8.1. Résumé de la manière dont se fera le suivi et l'établissement de rapports concernant la mise en œuvre du PMPP

Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des activités du projet et des impacts qui lui sont associés visent à s'assurer que les mesures d'atténuation sont mises en œuvre, telles que prévues, et que les résultats attendus sont atteints. Le suivi et l'évaluation permettent également d'enclencher des mesures correctives appropriées lorsqu'on rencontre des difficultés et de s'assurer que l'objectif principal du PMPP soit atteint, et que les parties prenantes participent de manière à la fois inclusive et effective à tous les processus.

Dans cette optique, les activités relatives au PMPP seront déclinées dans les Plans (annuels, trimestriels et mensuels) de mise en œuvre. Ces plans préciseront entre autres pour chaque action ou activités prévues, le responsable, les acteurs impliqués, les ressources nécessaires (budget) et les délais de mise en œuvre. Des outils de suivi correspondant (rapports annuels, trimestriels et mensuels) seront élaborés pour être capitalisés dans le document global de suivi des activités courantes du Projet. Les rapports de suivi mettront en exergue les écarts entre les prévisions et les réalisations en termes d'activités, les acquis de la mise en œuvre des activités, les difficultés et les solutions envisagées. Le responsable du suivi de la mise en œuvre des activités inscrites au PMPP est le Spécialiste en sauvegarde sociale, qui sera assisté de l'Expert en sauvegarde environnementale et du Spécialiste en suivi-évaluation du Projet. Un processus de suivi participatif doit être mis en œuvre de façon à permettre aux parties prenantes de participer activement aux activités de suivi et évaluation du projet. Les résultats des activités de mobilisation des parties prenantes seront communiqués tant aux différents acteurs concernés qu'aux groupes élargis de parties prenantes dans les formes et selon les calendriers établis. Les rapports établis à cet effet s'appuieront sur les mêmes sources de communication que celles prévues pour les notifications aux différents acteurs concernés.

Les indicateurs suivants seront utilisés pour suivre et évaluer l'efficacité des activités de mobilisation des parties prenantes :

- Pourcentage des parties prenantes satisfaites de la communication du projet ;
- Pourcentage des plaintes résolues de manière satisfaisante et localement ;
- Nombre de réunions organisées chaque année avec les parties prenantes ;
- Nombre de décisions prises lors des consultations avec les parties prenantes et le nombre de celles qui ont été exécutées ;
- Nombre de femmes participantes, comparées au nombre total des participants dans des activités du PMPP ;
- Nombre d'activités de mobilisation auprès des personnes vulnérables et des groupes/représentants.

L'existence du mécanisme de gestion des plaintes sera rappelée de façon systématique aux parties prenantes. L'UGP garantit la participation de parties prenantes aux activités de suivi du projet ou des impacts qui lui sont associés. Dans le cadre du Projet Sahel Relance, les parties prenantes (notamment les populations touchées) participeront aux programmes de suivi et d'atténuation des impacts du projet, notamment ceux contenus dans les instruments de sauvegardes.

8.2. Rapport aux groupes de parties prenantes

Le PMPP sera périodiquement révisé et mis à jour, le cas échéant, pendant la mise en œuvre du projet. Des résumés trimestriels de synthèses et rapports internes sur les plaintes du public, les demandes de renseignements et les incidents connexes, ainsi que l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures correctives/préventives associées, seront rassemblés par le personnel responsable et transmis à la direction générale du projet. Les synthèses trimestrielles fourniront un mécanisme permettant d'évaluer à la fois le nombre et la nature des plaintes et des demandes d'information, ainsi que la capacité du projet à y répondre de manière diligente et efficace. Les informations sur les activités d'engagement public entreprises par le projet au cours de l'année peuvent être transmises aux parties prenantes de différentes manières :

- Publication d'un rapport semestriel indépendant sur l'interaction du projet avec les parties prenantes ;
- Un certain nombre d'Indicateurs Clés de Performance (ICP) seront également contrôlés par le projet sur une base régulière, tels que :
 - Le nombre de réunions de différentes sortes (ateliers virtuels, réunions de consultation et d'autres discussions / forums publics virtuels menés au cours d'une période de référence, nombre de lettres reçues etc.) tenues avec chaque catégorie de parties prenantes et le nombre de participants ;
 - Nombre de parties prenantes incluses dans le registre dédié ;
 - Nombre de suggestions et de recommandations reçues par l'UGP à l'aide de divers mécanismes de rétroaction ;
 - Nombre de publications couvrant le projet dans les médias ;
 - Le nombre de feedback reçus par le projet ;
 - Le nombre de messages envoyés et reçus ;
 - La fréquence des activités d'engagement ;
 - Le nombre de griefs du public reçus au cours d'une période de référence et le nombre de ceux qui ont été résolus dans le délai prescrit ;
 - Le nombre de documents de presse publiés / diffusés (radio et télévision).

Le responsable suivi-évaluation de l'UGP en étroite collaboration avec les entités en charge de l'éducation, travaillera à produire des données pour le suivi du cadre de résultats et préparera des rapports mensuels pour diffusion et pour une prise de décision éclairée et une correction de trajectoire, si nécessaire. Ils doivent à cet effet se concerter avec toutes les parties prenantes pour assurer la bonne mise en œuvre de ce volet afin d'atteindre tous les résultats escomptés du projet. En plus de l'élaboration des PV de réunions et des ateliers, ces experts assureront le partage et la diffusion de ces PV, des rapports de synthèse de traitement des plaintes aux différentes parties prenantes.

Par ailleurs, ils sont tenus également d'assurer la diffusion et la communication des résultats et impacts du PMPP selon un plan de communication élaboré au démarrage du projet. Les résultats des activités de mobilisation des parties prenantes seront communiqués tant aux différents acteurs concernés qu'aux groupes élargis de parties prenantes dans les formes et selon les calendriers établis dans les sections précédentes. Les rapports établis à cet effet s'appuieront sur les mêmes sources de communication que celles prévues pour les notifications aux différents acteurs concernés.

À la fin du projet, un rapport d'achèvement de la mise en œuvre et des résultats couvrira la réalisation des activités visées dans le présent PMPP, notamment la gestion des plaintes, les mesures de réponse aux VBH/EAS/HS, les exigences environnementales et sociales, la diffusion et l'utilisation des données et les enseignements tirés (positifs et négatifs). Les rapports, y compris les enseignements tirés, seront largement diffusés aux parties prenantes, notamment aux organisations de la société civile et au public.

Conclusion

Les dispositions du nouveau cadre environnemental et social de la Banque mondiale, à travers la NES 10, prévoit l'élaboration d'un PMPP considéré comme un des principaux documents contractuels important à soumettre avant l'approbation de tout Projet. Le présent document a donc été élaboré dans le cadre de la soumission du Projet Sahel Relance financé par la Banque mondiale. Il s'agit d'un document souple et pratique qui va évoluer au fur et à mesure de la mise en œuvre du Projet. La mobilisation des fonds nécessaires à sa mise en œuvre adoptera la même souplesse.

La consultation et la participation des parties prenantes reposent sur une démarche inclusive et participative conduite durant tout le cycle du projet, dans le but de construire autour des parties prenantes, une adhésion et un engagement effectifs et efficaces pour l'évaluation et la gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux du projet. Le PMPP constitue l'un des outils indispensables du volet social de la mise en œuvre du Projet Sahel Relance.

Annexe 1 : Tableau résumant les principaux points soulevés par les parties prenantes

Tableau 5: Résumé des principales observations soulevées par les parties prenantes

Pays	Parties prenantes consultées	Date de consultation	Mode de participation	Principales thématiques abordées	Principales observations/Préoccupations	Recommandations du consultant/Partie prenante
Burkina Faso	UGP, Direction générale des Etudes et des Statistiques sectorielles (DGESS)	Du 27/11/23 au 01/12/23	Réunions virtuelles formelles, questionnaires, ateliers, consultations individuelles	Fréquentation scolaire, situation actuelle des services éducatifs, VBG/EAS/HS, Mécanisme de Gestion des plaintes, Besoins en renforcement de capacités, mobilisation des parties prenantes.	<p>Thème 1 : Fréquentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> De 2013/2014 à 2022/2023, le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire est baissé de 83,0% à 74,4%, soit une baisse de 8,6%. Au post-primaire et secondaire, il est passé de 32,5% à 32,9% pour la même période avec une légère hausse de 0,4%. Il faut signaler que pour ces niveaux, les TBS ont cru de 2013 à 2018 atteignant même une valeur de 90,7% en 2018 pour le primaire avant de d’amorcer une tendance baissière à partir de 2018. En somme la scolarisation primaire universelle n’est pas atteinte, non atteinte est compromise avec la crise sécuritaire et les niveaux de scolarisation des autres niveaux restent très faibles. Le préscolaire reste très embryonnaire, le TBS stagnant à 6,2% en 2023 ; En plus de l’insuffisance de l’offre éducative et des conditions socioéconomiques des familles 	<p>Thème 1 : Fréquentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour faire face au problème de la baisse de la fréquentation scolaire liée à la fermeture de certaines écoles du fait du contexte sécuritaire, le projet régional a prévu de soutenir des modèles éducatifs alternatifs, flexibles et résilients afin d'assurer la continuité de la scolarité et de l'apprentissage dans cette région caractérisée par l'insécurité, la fragilité, les déplacements internes et la mobilité transfrontalière. Cela passera par le développement de l’Ecole Ouverte Régionale du Sahel qui est un modèle d'enseignement mixte (avec un mélange d'enseignement virtuel et présentiel). Des efforts sont déjà déployés dans le cadre de la Stratégie nationale de l’Education en Situation d’Urgence (SN-ESU) mais, les besoins sont énormes et

					<p>limitant leurs capacités de scolarisation des enfants, la principale difficulté qui empêche la fréquentation de l'école par certains enfants en ce moment est liée à l'insécurité avec la fermeture de nombreuses écoles entraînant le déplacement des populations dont les élèves.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les difficultés propres aux parents d'élèves pour envoyer leurs enfants à l'écoles comprennent <ul style="list-style-type: none"> - La pauvreté aggravée par la situation sécuritaire constitue la principale difficulté propre à certains parents d'élèves ; ● 	<p>nécessite une forte mobilisation de ressources financières pour relever les défis ;</p>
--	--	--	--	--	---	--

				<p>Thème 2 : Situation des services éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les services éducatifs sont globalement satisfaisants. Il y'a certes une insuffisance d'infrastructures et de matériels pédagogiques due à l'insuffisance de ressources mais il y'a un personnel bien qualifié pour l'enseignement et l'encadrement. • La qualité de services éducatifs au primaire est : <ul style="list-style-type: none"> - Bonne mais avec un faible niveau d'acquisition par les élèves ; • Au secondaire, la qualité de services éducatifs est moyenne car beaucoup plus généraliste ne préparant pas les sortants à une vie professionnelle. • Pour l'enseignement supérieur, la qualité de services éducatifs est jugée bonne mais très généraliste mais les effectifs pléthoriques surtout au public joue négativement sur le niveau de qualité ; 	<p>Thème 2 : Situation des services éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il a été dénoncé que le modèle d'enseignement au niveau secondaire et supérieur est plutôt généraliste ne préparant pas les sortants à une vie professionnelle. Avec le modèle d'école ouverte régionale du Sahel, ce problème peut être réglé car l'accent est mis sur des programmes de transition pour les enfants de 15-16 ans afin de les inscrire dans des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Grâce à sa flexibilité, le modèle fournira des cours de rattrapage, des compétences de base, des compétences socio-émotionnelles, l'alphabétisation des adultes, l'auto-emploi et l'esprit d'entreprise en utilisant des modèles de prestation de services numérisés alternatifs et essentiellement de faible technicité, en plus des programmes académiques
--	--	--	--	--	---

				<p>Thème 3 : Opinions sur les Coûts appliqués pour l'accès aux services éducatifs. Sont-ils à la portée des ménages ?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi d'orientation de l'Education du 30 juin 2007, l'éducation de base publique (des enfants de 6 à 16 ans) est gratuite. Cependant, certains coûts restent à la charge des parents. (Coûts privés, coûts sociaux et les coûts d'opportunité). Ces coûts sont globalement hors de portée des parents, surtout à revenus faibles ou moyens ; 	<p>Thème 3 : Opinions sur les Coûts appliqués pour l'accès aux services éducatifs. Sont-ils à la portée des ménages ?</p> <p>L'approche Ecole ouverte est un modèle prometteur qui apporterait une réponse ambitieuse aux problèmes de coûts d'accès à l'éducation qui sont globalement hors de portée des parents en maximisant le rapport coût-efficacité à travers un apprentissage de proximité notamment.</p>
--	--	--	--	--	---

					<p>Thème 4 : Les changements les plus importants apportés dans les services éducatifs au cours des cinq dernières années comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Adoption d'un nouveau manuel des normes éducatives en 2020 ; ● Adoption d'un statut valorisant pour le métier éducation et formation en 2018- avec une amélioration de la prise en charge du personnel, le relèvement du niveau académique minimum de recrutement du personnel enseignant au BAC, la création des passerelles entre les emplois, etc. ● Orientation du système éducatif sur l'enseignement des sciences et l'enseignement et la formation techniques et professionnels ; ● Adoption d'un nouveau plan stratégique pour le développement de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire (PSDEBS-2021-2025) ; 	
--	--	--	--	--	--	--

					<p>Thème 5 : Perspectives pour une amélioration de la qualité des services éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • En termes de perspectives pour une éventuelle amélioration de la qualité des services on peut citer : <ul style="list-style-type: none"> - En plus des mesures ci-dessus évoquées, il y a le renforcement des capacités des acteurs, l'élaboration d'une nouvelle stratégie de formation continue, la poursuite de la mobilisation des ressources, etc. <p>Thème 6 : Violences basées sur le genre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun cas de violence basées sur le genre/violence sexuelle, exploitation et abus sexuel parmi le personnel ou les élèves n'a été enregistré ; • Il existe une unité de service à la clientèle qui recense les plaintes des agents du ministère et des usagers. • 	<p>Thème 6 : Violences basées sur le genre</p> <p>Le modèle d'école ouverte offre une deuxième chance d'éducation aux filles qui auront éventuellement quitté le système en raison d'une grossesse, d'un mariage précoce ou d'autres raisons liées aux VBG, grâce à un programme d'études flexible basé sur les compétences qui permet aux élèves d'entrer et de sortir à tout moment et de suivre le programme à leur rythme et selon leur emploi du temps, avec un soutien structuré</p>
--	--	--	--	--	---	---

					<p>Thème 7 : Préoccupations liées au projet</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Craintes particulières par rapport à la mise en œuvre du projet sont liées à la persistance de la crise sécuritaire et la mobilisation des ressources ; ● Les principales préoccupations concernent la nécessité de trouver des réponses aux questions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Comment répondre à la crise sécuritaire et humanitaire ; - Comment assurer la continuité éducative dans ce contexte tout en préparant le relèvement du système ? - Comment adapter le système éducatif et les besoins des entrants au nouveau contexte ? <p>Thème 8 : Besoin en renforcement de capacités</p> <p>Les besoins en renforcement de capacités sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Planification de l'éducation dans un contexte de crise ; <p>Digitalisation des procédures de collecte des données statistiques.</p>	
--	--	--	--	--	---	--

Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> • UGP, • Direction Des Projet et de la Formation/Ministère des Affaires Economiques, • Ministère de l'Education Nationale, • Région de Nouakchott nord, • Fédération Nationale des Parents d'Elèves, • DPEF/Ministère des finances, 	29/11/23	Réunions virtuelles formelles, questionnaires, ateliers, consultations individuelles	Fréquentation scolaire, situation actuelle des services éducatifs, VBG/EAS/HS, Mécanisme de Gestion des plaintes, Besoins en renforcement de capacités, mobilisation des parties prenantes.	<p>Thème 1 : Besoins en renforcement de capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un besoin du renforcement de la résilience au Sahel en apportant une réponse aux défis systémiques les plus courants en matière de capacité et de leadership dans la prestation de services d'éducation au Sahel <p>Les besoins en renforcement de capacités sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La formation continue pratique en leadership professionnel aux responsables des ministères de l'éducation du Sahel, aux techniciens de haut niveau chargés de l'administration et des réformes aux niveaux central et régional (planification inspections, etc.), aux formateurs et aux gestionnaires des aspects relatifs aux indicateurs de l'éducation dans le monde ; • Une formation axée sur la planification de l'éducation, le pilotage du changement et la gestion, et le suivi et évaluation. 	<p>Thème 1 : Besoins en renforcement de capacités</p> <p>L'amélioration des compétences des enseignants dans le domaine de l'apprentissage à distance et hybride, y compris l'alphabétisation numérique et le développement professionnel des compétences pédagogiques numériques figure parmi les aspects fondamentaux du projet qui touchent au renforcement de capacités.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ● Cyber forum de la société civile, ● Haut-commissariat ● PASEB 2/ Direction des projets et de la formation /ministère des affaires économiques ● DGRP 				<ul style="list-style-type: none"> ● La formation dispensée directement ou en cascade incluent les agents de contrôle budgétaire et financier, le personnel du ministère chargé du suivi, de l'évaluation de l'apprentissage et de l'évaluation de la performance du système, le personnel chargé de l'appui scolaire (inspections, appui technique aux directeurs et aux enseignants, autres services), le personnel chargé des programmes et des curricula, le personnel chargé de la formation professionnelle des directeurs d'écoles et le personnel chargé des services d'appui en informatique et numérique aux écoles. ● La formation des formateurs pour les instituts de formation des enseignants au Sahel, pour combler les lacunes régionales. <p>Thème 2 : Opinions sur le Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les avis exprimés ont confirmé l'appropriation du projet Sahel Relance et confirmé son importance pour relever les défis du sahel en matière d'éducation. 	
Niger	Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement		Réunions virtuelles formelles, Ateliers,	Fréquentation scolaire, situation actuelle des	<p>Thème 1 : Fréquentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le taux de fréquentation est en baisse ; 	●

<p>t Professionnel et de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales; Direction de l'Orienta- tion Scolaire et Professionnelle ; UGP projet LIRE, Comité de Gestion Décentralisée des Etablissements Scolaires (CGDES) ; Direction de l'Education et de la Formation Non formelle (DEFNF) ; ONG APBE ; Bureau National des Evaluations Environnementale ; ONG ANTD ; Association Unique des Fondateurs des Ecoles</p>		<p>Consultations individuelles</p>	<p>services éducatifs, VBG/EAS/HS, Mécanisme de Gestion des plaintes, Besoins en renforcement de capacités, mobilisation des parties prenantes,</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Dans certaines localités cependant, le taux de fréquentation s'améliore ● Parmi les difficultés qui empêchent la fréquentation scolaire, on note la pauvreté des ménages, l'insécurité, la distance par rapport aux établissements scolaires, les tuteurs, échec des ainés, le manque de motivation des enfants corrélé aux possibilités de s'adonner au petit commerce qui leur génère des revenus ● Le fanatisme religieux constitue également un obstacle à la fréquentation scolaire ● Chez les filles, le mariage précoce constitue une entrave à la fréquentation scolaire ; ● La langue d'apprentissage par le français est un obstacle à la fréquentation scolaire ; <p>Parmi les stratégies à déployer pour encourager la fréquentation scolaire on peut citer</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'aide à octroyer aux parents d'élèves pour développer des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ● Fournir des rations alimentaires ● Doter les écoles en cantines scolaires ● La sensibilisation des parents et l'amélioration des conditions de vie des parents ● Les élèves arrivent en 6^e avec un niveau faible et les enseignants 	
---	--	---	--	---	--

	Privées, d'Enseignement Général (AUFE PEG) ; Inspection Régionale de la Formation Professionnelle et Technique (IRFPT) ; Direction de l'Enseignement Prescolaire et Primaire (DEPP) ; Direction Régionale de la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant de Niamey ; Ecole Publique formation continue des Enseignants ; Enseignantse IE/FANY2 ; Inspection de l'Enseignement Secondaire Général ; Inspection d'Alphabétisation				<p>n'ont pas un bon niveau pour les prendre en charge</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'éloignement des centres de formation par rapport aux familles des apprenants ● L'absentéisme des enseignants ; <p>Thème 2 : Situation des services éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le système éducatif du pays manque de soutien ● Pour les différents cycles (primaire, secondaire et supérieur) il est important de revoir les programmes d'enseignements ; ● Les effectifs sont pléthoriques, les enseignants sont peu qualifiés et beaucoup manque de conscience professionnelle, recherche du gain facile ; ● La qualité des services éducatifs est aux rabais, notamment à cause de programmes éducatifs peu adaptés aux réalités du pays et au marché de l'emploi ; ● <p>Thème 3 : Opinions sur les Coûts appliqués pour l'accès aux services éducatifs. Sont-ils à la portée des ménages ?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les coûts appliqués à l'accès aux services éducatifs sont relativement à la portée des ménages parce qu'avec les structures communautaires 	
--	---	--	--	--	--	--

	<p>ion et de l'Education Non Formelle ; Syndicat National de Enseignants du Niger (SNEN) ; Centre de Formation aux Métiers de Formateurs ; Direction de la Promotion de la Qualité Générale ; Syndicat National de Enseignants de Base ; Direction des Apprentissages de la Formation Technique et Professionnelle ; Direction de l'Enseignement et de la Formation Privé ; Inspection de l'Enseignement Franco-Arabe de</p>				<p>comme le CODES/COGES tout est arrêté en accord avec les villages</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les couts restent au COGES ● Les coûts pour le privé sont chers ; <p>Thème 4 : Stratégies pour encourager la fréquentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Enseigner dans les langues nationales ● Faciliter le système de transport avec les bus scolaire à faible coût et donner et aider les ménages périphériques financièrement <p>Thème 4 : Les changements les plus importants apportés dans les services éducatifs au cours des cinq dernières années comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Avec l'appui de certains partenaires dans le cadre de la qualité de l'enseignement des contributions significatives ont été apportées ; ● Il y a eu un transfert des compétences aux communes en matière d'éducation et de formation ; ● Installation d'école de proximité dans les zones les plus reculées ; ● Assurer une protection aux élèves qui résident en zones de conflits ; ● Vaincre l'insécurité dans les zones de conflit et rendre disponibles les internats ; ● Evolution des acquis des enseignants en classe primaire comme au secondaire ● Les suivis pédagogiques se sont beaucoup améliorés 	
--	--	--	--	--	--	--

	<p>Nyamey ; Association Nationale d'élèves et étudiants du Niger(ANPEE) ; IEFA/NY2 ; Synndicat des Agents de la Formation et de l'éducation du Niger ; DAFA ;</p>				<ul style="list-style-type: none"> ● Les réformes curriculaires, la réintroduction du CFEPD ● Les réformes dans les programmes d'enseignements <p>Thème 5 : Perspectives pour une amélioration de la qualité des services éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Aider les élèves qui sont ciblés sur leur niveau surtout en lecture et en mathématique à travers l'implication de la chaîne éducative ; ● Réforme des curricula d'enseignement et de formation ● Crédibilisation et valorisation de la formation enseignante ; ● Remise des agents au travail ● Sanction des mauvais agents et récompense des meilleurs ; ● Créer des internats et des cantines scolaires ; ● Mettre en place un système de suivi et évaluation des prestataires de services et des mesures de sanction ; ● Améliorer la qualité de la formation initiale ● Mettre l'accent sur la formation continue ● Tenir compte de tous les besoins spécifiques ● Un bon financement du système éducatifs et l'intégration du numérique avec des moyens conséquents 	
--	---	--	--	--	---	--

					<p>Thème 6 : Violences basées sur le genre et groupes vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Certains de violence sexuelle ont été signalés par l'ONG APBF dans le cadre de ses activités ● Les filles en situation d'handicap et les veuves constituent une cible en ce qui concerne les VBG ; ● Les enseignants peuvent profiter des jeunes filles élèves à cause de leur situation de déséquilibre ● Les femmes du fait de leur position dans la société sont généralement exposées ● Les élèves sont également exposés lorsqu'un chantier est en cours à proximité de leur établissement scolaire ; ● Certaines jeunes filles élèves sont victimes d'harcèlement ou de viols dans les toilettes par leurs camarades d'école dont beaucoup sont des drogués ● Parmi les sources de vulnérabilité des filles par rapport aux VBG, EAS/HS on peut citer le manque de confiance en soi, la mixité à l'école, les comportements provocateurs, l'attirance sexuelle, l'évolution des mentalités, le comportement machiste des garçons ● Les enfants talibés constituent une catégorie vulnérable car ils 	
--	--	--	--	--	---	--

					<p>sont exploitées par leur maitres coraniques</p> <p>Thème 7 : Mécanisme de gestion des plaintes</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Il existe un mécanisme de gestion des plaintes mis en place dans le cadre du projet LIRE ● Il y a beaucoup de plaintes liées aux travaux de chantier ● Il existe des comités de gestion des plaintes implantés dans certains villages et communes et le COGES au niveau des écoles ; ● Certains enseignants sont victimes d'attaques dans leur lieu de service ● Certaines plaintes sont liées à des cas de viol sur les filles, des violences verbales et physique, des grossesses non désirées, des avortements clandestins <p>Thème 8 : Préoccupations et craintes liées au projet</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Craintes que le projet ne profite pas ou déviation du projet ; ● Important de tirer les leçons du passé ; ● Il faut un accompagnement efficace à l'insertion et à une bonne gestion des ressources humaines ; ● Une des craintes majeures et que le projet ne prenne pas en compte les aspects de protection VBG 	
--	--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Il y a une insuffisance des services de prévention et réponse aux VBG/EHS/HS ● Craintes par rapport au retard de démarrage des activités du projet ; ● La présence d'internat en milieu rural pour les filles constitue un risque d'accroissement des VBG ● Préoccupations liées à la non prise en compte des requêtes des enseignants quant au paiement des perdiem ; ● La faiblesse de l'accès à internet et la faible couverture du réseau électrique rendent aléatoires l'exécution de certaines composantes du projet ● La facture numérique et la faiblesse de l'accès à l'électricité crée une inégalité dans le développement intellectuel entre les enfants ruraux et urbains <p>Thème 8 : Besoin en renforcement de capacités</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Formation des structures communautaires sur leurs rôles et attributions ● Faire des missions de suivi ● Prise en charge des personnes en situation de handicap ● Digitalisation des supports pédagogiques ● Renforcement de capacité sur la prise en charge des cas de protection VBG/EHS/HS 	
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Internalisation des documents de sauvegarde du projet ● Formation internationale sur les enjeux environnementaux et sociaux liés au projet ● Appui en matériel et équipements au Bureau National d'Evaluation Environnementale ainsi que d'autres structures ou acteurs de mise en œuvre du projet. ● Renforcement de capacités sur la protection et l'éducation des enfants victimes d'abus sexuel et violences sexuelles ● Formation sur la prise en charge holistique des enfants survivants de VBG ; ● Formation sur la déclaration de la sécurité dans les écoles (Déclaration de Oslo) ● Formation sur les 6 violations graves des nations unies ● Formation en braille ● Formation en langue des signes ● Formation en partenariat scolaire ● Construire plus d'écoles et veiller à la formation de qualité des enseignants ; ● Prévoir une enveloppe financière pour les points focaux des écoles et les membres du comité de gestion des plaintes ● Avoir un programme commun de formation de tous les pays membres du projet ● Avoir une stratégie commune pour les programmes d'alphabétisation et 	
--	--	--	--	--	--	--

					<p>d'enseignement technique et professionnel</p> <ul style="list-style-type: none"> • Que chaque pays ait sa propre stratégie locale dans certains domaines pour prendre en compte certaines spécificités locales • Formation dans le domaine du numérique • Organisation d'ateliers de sensibilisation sur les thématiques liées au projet ; • Connaissance des lois en vigueur sur la protection des enfants ; • Formation sur les VBG • Formation sur la prévention à la gestion et l'utilisation des enfants en état d'urgence. 	
Tchad	<ul style="list-style-type: none"> • UGP • Direction des Ressources Humaines à Ndjamena du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique (MENPC) 	Du 10/11/23 au 06/12/23	<p>Réunions virtuelles formelles, Questionnaires</p> <p>Ateliers, Consultations individuelles</p>	<p>Fréquentation scolaire, situation actuelle des services éducatifs, VBG/EAS/HS, Mécanisme de Gestion des plaintes, Besoins en renforcement de capacités, mobilisation des parties prenantes,</p>	<p>Thème 1 : Fréquentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le taux de fréquentation de l'école en général par les enfants au cours des dix dernières années est en hausse à l'entrée mais à la fin d'un cycle scolaire le taux est moins. Cette baisse de taux de fréquentation à la fin est due à des différents facteurs qui sont entre autres le manque de soutien pour certains enfants, le peu d'intérêt que certains parents accordent à l'École, certaines structures scolaires sont éloignées de lieu de résidences des enfants : • Il y'a un afflux massif des élèves et une bonne motivation. Les taux bruts de scolarisation primaire sont de 31,8% pour l'ensemble du 	<p>Thème 1 : Fréquentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il apparaît qu'avec les opinions exprimées sur le taux de fréquentation scolaire qui reste généralement plus bas en milieu rural par rapport au milieu urbain, l'approche prônée par l'école ouverte du Sahel, soit une alternative pertinente pour combler ce déficit car elle cible également les jeunes géographiquement isolés et autres groupes mal desservis difficiles à atteindre.

<ul style="list-style-type: none"> ● Direction de la formation initiale et continue ● Chef de service de la planification et des statistiques du MENPC ● Chef de division de la formation continue des enseignants du moyen et du secondaire du MENPC ● L'Ecole Normale des Instituteurs Bilingues de Bardai ● L'Inspection Départementale de l'Éducation 				<p>pays, 53% pour le milieu urbain, 26% pour le milieu rural et par rapport au sexe 40,4% de garçons fréquentent contre 22,8% de filles (1995). Le taux de fréquentation est de 91,50% en 2022. Le taux de fréquentation de l'école en générale par les enfants au cours de dix dernières années est en baisse.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le taux varie de la ville en campagne. Il est meilleur dans les départements mais médiocre dans les villages. Le taux est parmi les plus faible au monde ● En 2019/2020, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) était de 91.3% avec une disparité importante de genre (80.4% pour les filles et 102.1% pour les garçons). Le taux net d'scolarisation était de 51% pour les garçons et 47% des filles ● Selon la DAPCS, le taux de fréquentation ne s'est pas amélioré ses 10 dernières années. Le TBS a régressé de 105,1% à 92% de 2013 à 2023. Il y'a donc beaucoup d'enfant en dehors du système éducatif. ● Le taux serait autour de 75% ces 10 dernières années pour d'autre. Les charges familiales empêchent une fréquentation régulière des filles. Les parents empêchent les filles de fréquenter. Le taux de fréquentation en classe pré primaire de 0,8% (1% garçons et 0,5% filles). Les redoublants 	
--	--	--	--	---	--

	<p>n Nationale (IDENPC- CN 7)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'inspection Pédagogique de l'Enseignement Primaire (IPEP-7A) ; ● La Direction de l'enseignement Fondamentale 1 (DEF1) ● La Direction de Formation des Enseignants (DFE) ● La Cheffe de service de la communication pour le développement et le suivi de l'éducatio 				<p>représentent 23 à 26% chaque année. Ce taux affecte particulièrement dont les charges familiales</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La fréquentation n'est pas régulière mais le taux est acceptable. La fréquentation va en dent de scie (changement en fonction des années). <p>Thème 2 : Difficultés liées à la fréquentation scolaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les difficultés particulières qui empêchent la fréquentation de l'école par les enfants comprennent : ● La pauvreté des parents (le faible moyen financier) ; ● Les moyens limités de l'Etat ; ● La faible sensibilisation des parents sur l'école ; ● Les inondations des écoles en saison de pluie ; ● L'ignorance des parents ; ● Le taux d'analphabétisme chez les parents ; ● Les grèves répétitives des enseignants ● Les filles sont en marges de l'école par rapport aux garçons : le retard dans l'accès des filles à l'écoles s'explique par le fait que leurs communautés d'origine préfèrent traditionnellement les maintenir au foyer pour les utiliser dans les tâches quotidiennes (ex : travaux agricoles travaux domestiques) ou bien pour des raisons culturelles 	<p>Thème 2 : Difficultés liées à la fréquentation scolaire</p> <p>Plusieurs difficultés d'ordre conjoncturels et structurels liées à la fréquentation scolaire ont été soulevées montrant un diagnostic assez complexe. Certaines difficultés peuvent trouver leurs réponses à travers la mise en place d'une école ouverte régionale solide et pérenne (L'Ecole ouverte du Sahel) qui offre des parcours d'apprentissage innovant, flexible et résilient pour les enfants et les jeunes déplacés de force et nomades, ainsi que pour les jeunes garçons et filles sahéliens qui risquent d'abandonner l'école face à plusieurs autres difficultés. L'approche Ecole ouverte constitue en réalité un modèle prometteur qui apporterait une réponse ambitieuse aux besoins en éducation du Sahel de manière à s'attaquer au problème des enfants et des jeunes, tout en maximisant le rapport coût-efficacité et la pérennité de la prestation de services d'éducation dans le contexte de croissance démographique croissante</p>
--	--	--	--	--	--	--

	<p>n inclusive</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le Chef de division des études et planification des investissements à la DPE. ● La Direction du Développement de l'Éducation des Filles et de la Promotion de Genre. ● Le MFPPESN /DGSNAS : ● L'Inspection départementale de l'éducation nationale et de la promotion civique 				<p>ou financièrement qui contribuent à donner la priorité aux garçons</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Le mariage précoce ; ● L'analphabétisme des parents ; ● Le complexe d'infériorité et la soumission des filles ; ● Le peu d'intérêt que certains accordent à l'École ; ● L'éloignement de certaines structures des résidences des enfants ; ● Le manque de structures d'accueil adéquates ; ● Les grossesses indésirées ; ● Le dot source de revenus ; ● La méfiance des parents à l'égard de la mixité d'élèves ; ● La fille constitue une main d'œuvre qualifiée ; ● Les pesanteurs socio culturelles ● La faim, l'environnement ; ● Les violences en milieu scolaire ; ● Les us et coutumes ; ● Les pesanteurs socio culturelles ; ● Le manque d'emploi ; ● Le manque de sensibilisation des parents sur la scolarisation des enfants surtout les filles ; ● Le rejet de l'école des blancs ; ● Discrimination liée au genre ; ● La manque de la cantine scolaire ; ● Le chômage des aimés (restés à la maison) ; ● Certains élèves arrivent à l'école le ventre vide ; ● Travaux domestiques (conduite des troupeaux au pâturage et aller au champs) ; 	<p>du Sahel, d'une manière que le modèle d'enseignement traditionnel ne permet actuellement pas.</p>
--	---	--	--	--	---	--

	<p>3e arrondissement,</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'inspection Départementale de l'Education Nationale et de la Promotion Civique pour la Commune de N'djamena trois (IPENPC-CN3). ● La direction de l'Analyse, de la Prospective et de la Carte Scolaire ● Associations des parents d'élèves 				<ul style="list-style-type: none"> ● Les troubles sociopolitiques ; ● Les enfants constituent une main d'œuvre pendant les travaux de champs ; ● Les filles sont des sources de revenus dans la famille et elles sont encouragées précisément en mariage, les mutations génitales féminines ; ● Les charges familiales constituent un obstacle majeur à la scolarisation des enfants ; ● L'irresponsabilité des certains parents ; ● Les travaux agricoles et domestiques ; ● La plupart des écoles sont des abris de fortune (sécko tige de mil) ; ● Le cycle long des cultures vivrières ; ● Les redoublements ; ● La discrimination et la violence ; ● Les conflits intercommunautaires ; ● Les troubles fonctionnelles ● Les fatigues ● Les troubles d'humeur ● Les troubles de comportement ● Les céphalées, les doubleurs abdominales ● Les habitudes de vie (l'alimentation, activité physique et l'estime de soi) ● Environnement familiale des enfants sur leur parcours scolaire ● Les déménagements familiaux 	
--	---	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Les parents ne s'organisent pas pour l'avenir de leurs enfants <p>Thème 3 : Difficultés des parents d'élèves à scolariser les enfants</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les difficultés propres aux parents d'élèves pour envoyer leurs enfants à l'école comprennent ● Les difficultés économiques à savoir le manque des moyens financiers ; ● Les difficultés d'ordres culturelles à savoir la méconnaissance de l'importance de l'école ; ● Le manque des enseignants qualifiés ● Le manque de structures adéquates ● Le manque de sensibilisation ● Le chômage ● L'irresponsabilité des parents ● L'alcoolisme ● Les divorces des parents ● Le refus d'envoyer les filles à l'école ● L'ignorance et l'irresponsabilité de certains parents ; ● L'analphabétisme des parents ● Le poids de la tradition et de la rue ● La tradition selon laquelle les filles ne sont pas faites pour l'école.... ● Les couts d'inscriptions pour les parents ayants beaucoup d'enfants en milieu urbain. ● Dans les périphéries ou ils sont tributaires des produits 	<p>Thème 3 : Difficultés des parents d'élèves à scolariser les enfants Même recommandation que la précédente</p>
--	--	--	--	--	---	---

					<p>champêtres, les aléas climatiques et conflits agriculteurs-éleveurs constituent leurs difficultés majeures.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'instabilité, la tradition et l'ignorance ● Familles nombreuses ● Tous les parents ne sont pas salariés, ● Les us et coutumes ● La pléthore d'enfants à scolariser ● L'inexistence d'infrastructures scolaires ● L'absence quasi continue des enseignants ● L'incapacité de la prise en charge des enseignants ● Les normes sociales et culturelles ● La création des établissements avec des moyens matériels, didactique approprié et les moyens humains (enseignants bien formés) ● Rendre l'école gratuite pour tous ● La non-stabilité économique et le manque d'école dans certaines régions ● La déception de voire les diplômés dans les quartiers ● Le coût de la scolarité élevé ● L'état ne prend pas sa responsabilité à faire de l'école une vraie priorité de développement <p>Thème 4 : Stratégies pour encourager la fréquentation scolaire</p>	
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Les stratégies pouvant être mis en place pour encourager la fréquentation de l'école par les enfants sont ● La gratuité de l'école ; ● La pérennisation de l'Association des Mères d'Élèves (AME) ● La création des coopératives scolaire ● La redynamisation de l'association des parents d'élèves (APE) ● La création des écoles de proximité (l'école doit exister sur une distance de kilomètre très courte) ; ● La sensibilisation de proximité des parents des enfants aux avantages de la fréquentation de l'école ; ● L'Apprentissage de la langue maternelle aux enfants ; ● L'attirance des enfants à l'école par les aliments (exemple associer le programme alimentaire mondiale pour attirer les enfants à l'école.) ou la réactualisation des cantines scolaires ; ● La sensibilisation des parents à la scolarisation des enfants (filles et handicapés) ● La distribution des rations sèches aux filles ; ● La sensibilisation des filles à travers les médias publics et privés ● L'organisation des forums, colloques et ateliers ; ● La sensibilisation des élèves sur la question de vivre ensemble ; 	<p>Thème 4 : Stratégies pour encourager la fréquentation scolaire</p> <p>La formulation de stratégies pour encourager la fréquentation scolaire passe par des recherches sur les politiques d'éducation les plus pertinentes et les plus efficaces pour le Sahel. Ces recherches constituent une des prérogatives de l'Institut Régional du Sahel qui sera créé. Il établirait un référentiel des connaissances les plus pertinentes pour les pays sahéliens en ce qui concerne les innovations du contenu des programmes d'enseignement, les approches pédagogiques, les méthodes d'évaluation, les TIC, la réduction des inégalités de moyens et de résultats, la viabilité du financement, la gouvernance du système éducatif et la gestion scolaire. L'institut se concentrerait également sur des sujets d'urgence tels que la continuité de la scolarité et de l'apprentissage face aux fermetures d'écoles dues à l'insécurité, les mesures d'adaptation aux chocs climatiques spécifiques à la région du Sahel, l'éducation en situation d'urgence, le développement de la petite enfance dans les contextes de fragilité, la langue d'enseignement au Sahel et l'éducation religieuse, entre autres.</p>
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● L'amélioration des structures d'accueil ; ● La facilitation de l'accès à l'école par la gratuité comme stipule la loi 16 en son article 9 ● L'instauration de la paix dans le pays ; ● La demande d'adhésion ; ● Eviter les grèves réplétives pendant les périodes des cours ● Cantine scolaire pour les écoles du Nord ● Identifier les besoins de la population ● Agir en faveur de leur besoin tout en les orientant vers les objectifs du projet ● La réconciliation. ● Une sensibilisation qui permettra une prise de conscience des enfants et de parents (analphabètes), intéresser les enfants par les petits cadeaux (récompenser les meilleurs, leur donner des bourses, subventionner leurs inscriptions) ; instaurer une cantine scolaire. ● La prise en charge des enfants des familles pauvres ● L'organisation des campagnes d'alphabétisation, des séances de causerie débats, séminaires, formations avec les parents ● Mettre en place un fond pour le soutien scolaire des enfants en danger moral et en situation difficile 	
--	--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● La construction des salles de classes avec équipements ; ● Primer les enseignants, créer des conditions idoines pour les enseignants, assurer la sécurisé des enseignants ● Instaurer les centres d’alphabétisation ● La création des station FM Radio pour sensibiliser les parents à travers les langues maternelles ● Formation des chefs de canton chef de village et chef de quartier du bien fait de l’éducation pour les enfants ● Bien traiter et suivre les enseignants communautaires et de l’Etat ● Sensibilisation des communautés ● Création des cours dans les après-midis pour les élèves qui ont des difficultés ● Construire des écoles là où il y’a l’accès ● Veillez à la sécurité ● Sensibiliser les enseignants au danger de fréquentations ● Tenir compte des caractéristiques des mémoires ● Utiliser les stratégies d’intervention pédagogique différentes ● Permettre à l’élèves d’élargir et raffiner ses connaissances ● Rendre l’apprentissage signifiant pour l’élève ● Etablir une relation avec chaque enfant 	
--	--	--	--	--	---	--

				<ul style="list-style-type: none"> ● Nommer les responsables de la persévérance dans les écoles ● Recruter les mentors et réserver les services des professionnels spécialisés pour les jeunes en difficultés ● Dialoguer avec les parents et les élèves ● Mettre en place des aménagements pédagogiques dans sa classe ● La prise en charge des enfants par rapport à leur tenue, les fournitures et des appuis financiers ayant des enfants à l'école ● Beaucoup de sensibilisation ● La prise en charge de l'état dans tout le système éducatif (frais, tenue, fourniture ...) ● Mettre à disposition des enseignants qu'il faut ● Aménager la qualité de l'enseignement par rapport à la formation et au recyclage fréquent des enseignants <p>Thème 5 : Opinions sur la situation des services éducatifs du pays</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La situation actuelle des services éducatifs de notre pays à notre avis est en déliquescence. Elle est déplorable voire lamentable. ● Le système dysfonctionne et rencontre beaucoup de difficultés liées à la gestion du personnel et le manque de structures d'accueil. 	<p>Thème 5 : Opinions sur la situation des services éducatifs du pays</p> <p>Tel que mentionnés par les acteurs consultés, le système éducatif du Tchad fait face à plusieurs difficultés allant du manque d'équipements et de personnel suffisants et en qualité, à des causes plus structurelles liées à la faiblesse des résultats d'apprentissage, les grèves répétitives,</p>
--	--	--	--	--	---

					<ul style="list-style-type: none"> ● Le système éducatif tchadien est caractérisé par la faiblesse des résultats d'apprentissage, les grèves répétitives, les retards des activités scolaires, l'insuffisance des infrastructures et le manque d'intrants pédagogiques et des manuels ● Les services éducatifs de notre pays sont logés dans les bâtiments d'emprunt ; ● Le manque d'outils informatiques les moyens roulants pose les problèmes voire les fournitures et matériels de bureau ● La situation est alarmante ; ● Le service est peu reluisant ; ● Il y a un manque de dévouement dans le milieu enseignant et le coût de grâce est donné par les grèves répétitives ; ● Peu soucieux de l'avenir des élèves en accordant ; ● Peu de soucis à tout ce qui regarde le système éducatif ● Pas de souci pour l'avenir des enfants ; ● Les ressources mobilisées en faveurs de l'éducation sont insuffisantes ; ● La situation actuelle est catastrophique et si ça devrait continuer il n'y aura plus d'école comme telle ; ● Le fait que l'éducation soit 100% faite par les jeunes filles. Ce qui entraîne l'inconfort des jeunes 	<p>les retards des activités scolaires, l'insuffisance des infrastructures et le manque d'intrants pédagogiques et des manuels au des parents d'élèves. Pour face à certaines difficultés mentionnées par les acteurs consultés dont certaines sont liées au manque d'équipements et de personnel suffisants et en qualité, il est recommandé de renforcer la formation du personnel de l'éducation chargé de la planification, du pilotage et de la gestion des systèmes éducatifs. Ceci constitue d'ailleurs un volet important que l'institut régional du Sahel prend en charge. Il entend offrir une formation continue pratique en leadership professionnel aux responsables des ministères de l'Education du Sahel, aux techniciens de haut niveau chargés de l'administration et des réformes aux niveaux central et régional.</p>
--	--	--	--	--	---	---

				<p>garçons qui se sentent rapidement délaissés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Du fait qu'il n'y a plus de théoricien que des administrateurs que les gens de terrain par ce que ça ne fait que former des chômeurs ; • La situation actuelle est que les parents ne suivent plus leurs enfants à la maison et n'aident plus les enseignants ; • Certains parents n'ont pas des moyens pour avoir des maîtres à la maison ; • Il faut revoir le secteur éducatif qui ne marche que presque sur une seule jambe ; • Le système ne marche pas bien car les enseignants ne sont pas bien traités et n'arrivent pas à fournir des services comme il se doit. <p>Thème 6 : Opinions sur la qualité des services éducatifs au primaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • La qualité est en deçà de l'attente des acteurs de l'éducation ; • Le manque de personnel qualifié au niveau de l'élémentaire : la plupart des enseignants du primaire sont des maîtres communautaires (c'est-à-dire des enseignants qui ne sont pas de professionnels) , • Les Directeurs d'école nommés par complaisance, • Le manque des infrastructures adéquates, 	<p>Thème 6 : Opinions sur la qualité des services éducatifs au primaire</p> <p>Une des remarques signalées par les parties prenantes est le manque de personnel qualifié qui a une incidence sur la qualité des services éducatifs. A ce niveau, il est établi que la formation du personnel éducatif figure parmi les missions fondamentales de l'IRS. Elle permettra de combler les lacunes notées à différents niveaux.</p>
--	--	--	--	--	---

					<ul style="list-style-type: none"> ● Les manuels ne sont pas adaptables d'où il y'a la non reprise des classes de niveau 1 ; ● Intégration des jeunes diplômés sans emplois pour remplacer les retraités et autres incompetents ● La suspension du concours d'entrée en sixième et le Certificat d'études Primaire et Elémentaire Tchadien (CEPET) ● Les résultats du test international (PASEC 2019) montrent que le servies est de mauvaise qualité. ● En deca de la réalité, la qualité des services éducatifs fournis dans le primaire/ élémentaire est appréciable surtout dans le centre urbain car les conditions de travail sont plus ou moins réunis. Dans le centre rural, certaines écoles manquent d'infrastructures (salles de classe et bancs) et les enseignants formés. ● La médiocrité des infrastructures des établissements, surcharge des classes ● Le changement trop rapide des programmes, ● Le nombre pléthorique des enfants dans une salle de classe ● La qualité de l'enseignement au primaire reste à désir ● La pluralité des approches pédagogiques rend l'enseignement disparate ● Au public il manque le suivi pédagogique et de carrière 	
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● La qualité du service éducatif est peu florissante car les enseignants ne sont pas suivis pédagogiquement moins encore leur carrière ● Au privé les enseignants font le maximum de leur travail mais aussi qu'il ait le suivi ● Les ratio élèves/maitres formé est de 1/ 90 ● Il y'a 2 élèves pour une place assise ● 109 élèves pour une salle en dur ● Il n'y a pas un encadrement conséquent, la formation au rabais ● Pas d'activités d'apprentissage et d'enseignement conçu pour donner aux élèves des compétences de base en lecture, pour l'apprentissage et la compréhension des principaux domaines. ● Le taux de chômage des jeunes a nettement augmenté au début des années 2000. ● Renforcer la formation pédagogique ● Maitriser les outils mathématiques de base permettant la résolution des situations à problème ● Améliorer les aptitudes des élèves en accordant plus de l'autonomie aux établissement scolaires ● Les services éducatifs demandent une amélioration 	
--	--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● La qualité des services est au rabais ● il faut vraiment renforcer la capacité es enseignants, leur nombre et les structures d'accueil ● La structure d'accueil ne correspond pas à la norme <p>Thème 7 : Opinions sur la qualité des services éducatifs au secondaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La qualité n'est pas aussi à la hauteur de nos attentes voir médiocre ● Certains établissements secondaires manquent des enseignants formés et recrutent des enseignants communautaires ; ● Beaucoup d'établissements d'enseignements secondaires manquent d'infrastructures adéquates et les élèves étudient dans des conditions déplorables ● Le nombre pléthorique d'élèves par classe pédagogique. ● La formulation des sujets aux examens (BEF et BAC) pose de sérieux problèmes. ● La violence et l'indiscipline au secondaire ; ● Les enseignants du secondaire sortent des universités sans bénéficier de la pédagogie : le manque de formation continue au secondaire ne favorise pas un bon encadrement des enseignants venant de l'université ● Manque de laboratoire 	<p>Thème 7 : Opinions sur la qualité des services éducatifs au secondaire</p> <p>Une des remarques signalées par les parties prenantes est le manque de personnel qualifié dont certains sortent tout juste des universités sans bénéficier de la pédagogie et le manque d'infrastructures qui ont une incidence sur la qualité des services éducatif. A ce niveau, il est établi que la formation du personnel éducatif figure parmi les missions fondamentales de l'IRS. Elle permettra de combler les lacunes notées à différents niveaux.</p>
--	--	--	--	--	---	--

				<ul style="list-style-type: none"> ● La création anarchique des établissements secondaire favorise le vagabondage des élèves ● Il manque une fiche pédagogique standard ● Certains enseignent les disciplines qui ne relèvent pas de leur domaine de compétences ● La plupart des établissements utilisent les locaux empruntés/loués ● Le taux de chômage a augmenté car les parents n'encouragent pas leurs enfants dans leurs études ● <p>Thème 8 : Opinions sur la qualité des services éducatifs au supérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> ● A l'enseignement supérieur, la qualité de services éducatifs laisse à désirer sinon douteuse : ● La plupart des enseignants ont seulement leur master. Or à l'enseignement supérieur, il faut ceux qui ont leur Doctorat au minimum, ● Le nombre des étudiants par salle est aussi pléthorique enfin les infrastructures d'accueil ne sont pas à la norme. ● Le système d'enseignement pousse les étudiants à la paresse et le conduit progressivement au bas niveau. ● Les enseignements s'appuient sur les photocopies chose qui ne 	<p>Thème 8 : Opinions sur la qualité des services éducatifs au supérieur</p> <p>Une des remarques signalées par les parties prenantes est le système éducatif au supérieur ne répond pas parfaitement aux attentes. La composante 3 du projet apporte une innovation importante qui permettra aussi de former des diplômés et de répondre au besoin du marché du travail. Cette composante vise à fournir des services régionaux d'enseignement supérieur axés sur la demande aux étudiantes sahéniennes hommes et femmes, en collaboration avec les Centres Africains d'Excellence (CEA) existants, en vue de préparer la prochaine génération d'enseignants et de formateurs des Sciences, Technologies, Ingénieries et Mathématiques (STIM) dans les</p>
--	--	--	--	---	--

					<p>permet pas aux étudiants à faire des recherches plus profondes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Beaucoup d'enseignants n'ont pas acquis des formations continues dans les écoles professionnelles. Ces enseignants ne maîtrisent pratiquement pas les techniques d'évaluation des apprentissages ● Année élastique (5ans pour une licence) ● La grève à répétitions et l'élasticité de l'année académique ne permet pas une bonne formation ● L'absence de bourses aux étudiants n'encourage pas l'excellence ● Les conditions d'étude ne sont pas bonnes ● L'indice de développement de l'éducation est parmi les plus bas du continent africain ● Le taux de chômage a augmenté car les jeunes finissent bien leurs études mais ils n'ont pas été recruté dans un lieu quelconque or sur le terrain, il y'a un manque d'enseignants <p>Thème 9 : Opinions sur les coûts appliqués pour l'accès aux services éducatifs ? Sont-ils à la portée des ménages ?</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les couts qui sont appliqués pour l'accès aux services éducatifs ne sont pas à la bourse de tous les parents des étudiants ; 	<p>principaux secteurs de croissance des cinq pays du Sahel</p> <p>Thème 9 : Opinions sur les coûts appliqués pour l'accès aux services éducatifs ? Sont-ils à la portée des ménages ?</p> <p>Pour soulager les coûts il est prévu l'octroi de bourses et des programmes d'échange d'étudiants dans la composante 3 du projet. Les étudiants des universités sahéniennes sont financés par leur gouvernement pour suivre une formation spécialisée dans</p>
--	--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● L'enseignement public est gratuit. Ces coûts sont la portée des ménages ● Le coût est contraire à la loi 16 ● Les coûts sont très exagérés dans le privé qui ont des parents d'élèves à la retraites, veuves, veufs et les vulnérables. ● Les couts ne sont pas à la portée des ménages à différents niveaux : dans le centre urbain, il y a la cherté de la vie, grève, atrocement sur les revenus. En milieu rural, les conflits agriculteurs font que départ et d'autres, les gens payent les amendes : pas d'argent pour l'école ● Le manque cruel des enseignants, les gestionnaires des établissements fixent un taux d'inscription élevé pour recruter les vacataires et ces taux de fois ne sont pas à la portée des parents d'élèves. ● Les Tchadiens vivent avec moins 1cdollar par jours. Ces couts ne sont pas à la portée du ménage. Surtout qu'une famille ne peut inscrire en moyenne 5 enfants à l'école ● Le cout n'est pas la portée des ménages surtout au niveau supérieur ● Les couts sont chers en milieu rural ne sont pas la portée des ménages. En milieu rural urbain 	<p>un CAE dans leur domaine d'étude, principalement l'enseignement des STIM mais qui pourrait être étendu aux STIM en général et à d'autres secteurs pertinents en fonction du contexte du pays.</p>
--	--	--	--	--	--	--

					<p>les couts sont acceptables aux ménages moyens.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans le public oui, il y a eu de création anarchique des écoles privées que l'Etat ferme les yeux sur les couts. Finalement les promoteurs de ces établissements de leurs têtes ce qui fait le cout quelque fois n'est pas à la portée de ménages • Les coûts qui sont appliqués pour l'accès aux services éducatif doivent être revus. • Les coûts sont à la bourse des familles nanties • Au niveau primaire et secondaires les coûts sont relativement raisonnable par contre au supérieur le coût est excessif par rapport au niveau de vie des parents • Un salaire minimum de 28500fcfa ne permet pas l'accès au service éducatif <p>Thème 10 : Les changements les plus importants apportés dans les services éducatifs au cours des cinq dernières années</p> <p>Ces changements comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les référentiels des compétences des enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur élaboré par les experts Nationaux et ceux de l'UNESCO, • Le cadre national curriculaire (CNO) qui oriente le système éducatif tchadien et définissant le 	<p>Thème 10 : Les changements les plus importants apportés dans les services éducatifs au cours des cinq dernières années</p> <p>Aucune recommandation</p>
--	--	--	--	--	---	---

					<p>profil des enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'intégration des NTIC, EVA, Genre dans le programme éducation à la citoyenneté ● Accroissement des effectifs ; ● La construction des infrastructures par les partenaires financiers (Banque Mondiale) ● Formation des directeurs sur le pilotage des écoles ● La refondation de l'école tchadienne ● Le recrutement des enseignants scientifiques ● Les dons et les dotations à la scolarisation des filles ● La fourniture des écoles en manuels « les étoiles » en 2020. ● Les revendications des enseignants n'ont été satisfaites. La situation va de mal en pire ● Les enfants sont assis à même le sol entraînant les problèmes d'hygiène ● Les infrastructures presque inexistantes dans les provinces du Sud ; ● Les changements les plus importants apportés dans les services éducatifs résident dans l'intervention de nos ONG dans leurs zones d'interventions. ● Taux de scolarisation élevés ● Taux d'achèvement améliorés, taux de réussites élevés 	
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Recrutement des instituteurs bacheliers et professeurs ● La création des académies et la diversification des universités ● La prise en compte de maîtres communautaires par les partenaires techniques et financiers de l'éducation. ● Pas de changement substantiel ● Les semaines d'intégration, journées pédagogiques et des suivis pédagogiques, la multiplication des universités dans le pays, le transport des étudiants en bus et de la restauration ● La mise à la disposition des apprenants des manuels scolaires ● Les semaines d'intégrations ● Les inspections des pools au niveau du secondaire ● La multiplication des universités dans le pays ● Le transport et la restauration ● Motiver les enseignants en leur offrant de meilleures conditions de travail ● Les recyclés ● Doter les services de matériels adéquats ● Nommer les enseignants compétents et chevronnés à la tête des services éducatifs ● L'augmentation des dépenses engagées en faveur de l'éducation et la convention et la création des lycées scientifiques 	
--	--	--	--	--	---	--

				<ul style="list-style-type: none"> ● Pas de crédit de fonctionnement des établissements éducatif ● La pluralité des approches et la loi 16 portant orientation du système éducatif <p>Thème 11 : Perspectives pour une amélioration de la qualité des services éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ● En termes de perspectives pour une éventuelle amélioration de la qualité des services on peut citer : ● La formation des enseignants ; ● L'Intégration des professionnelles de l'enseignement ● La baisse de cout de formation ; ● La construction des structures adéquates et équipées les salles de classe ; ● Nommer l'homme qu'il faut à la place qu'il faut ; ● Octroi des crédits de fonctionnement dans les IPEP ; ● Dotation et équipements des structures d'encadrement de formation et d'enseignement ● Dotation des écoles en cantines scolaire ● Encourager les activités génératrices de revenu ● Démocratiser l'éducation et la formation ● Reforme l'éducation ● Former et recycler les services ● Doter les matériels et manuels pédagogiques ● Mettre un mécanisme de suivi régulier des services 	<p>Thème 11 : Perspectives pour une amélioration de la qualité des services éducatifs</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mettre l'accent sur la formation et le recyclage des corps enseignants ; ● La construction des infrastructures sociaux sanitaires ; ● La gestion rationnelle du personnel enseignant ; ● Revoir les manuels mis à la disposition des élèves et enseignants ; ● Encourager la scolarisation des filles (prix d'excellence aux filles, dotation en kits scolaires) ● Organiser des campagnes d'information, de mobilisation sociale, de plaidoyer et de la conscientisation des parents, des décideurs, leaders d'opinion sur la scolarisation des filles que pour les garçons ● Rendre plus autonome le système éducatif au modèle camerounais voisin ● La création des bibliothèques ● Renforcer la capacité des enseignants en NTIC ● Doter le personnel d'encadrement des moyens roulants pour le suivi de terrain ● Accorder les crédits de fonctionnement aux structures d'encadrement ● Bien traiter les enseignants et les suivre pédagogiquement
--	--	--	--	--	---

					<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la qualité de l'environnement éducatif, les performances des acteurs du système éducatif (formateurs, enseignants, directeurs d'école, etc.) • Le développement de mise en œuvre dans les interventions spécifiques dans les régions défavorisées pour maintenir les enfants en particulier les filles à l'école. • Distribution des matériels d'aménagement des tâches domestiques • Améliorer les conditions de travail dans tous les services éducatifs • Que la politique se retire du système éducatif et laisse les techniciens en charge s'occupe normalement. Que la culture de l'excellence soit privilégiée, que les enseignants soient encouragés • Il faut une reformation du système éducatif pour qu'il soit conforme à la réalité du 21ieme siècle • Maintenir le bien-être au travail • Le retrait de la politique dans le système éducatif • Le recrutement massif des enseignants et ils doivent être bien formés t recyclés • Mettre à la disposition des matériels didactiques adéquats <p>Thème 12 : Violences basées sur le genre</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Uniformiser le programme les manuels scolaires et les fiches pédagogiques les guides <p>Thème 12 : Violences basées sur le genre La réduction de la pauvreté et la promotion de l'éducation des filles et l'alphabétisation des adultes figurent en bonne place dans l'agenda du projet Sahel relance et entre</p>
--	--	--	--	--	---	---

				<p>Concernant les cas de violence basées sur le genre/violence sexuelle, exploitation et abus sexuel parmi le personnel ou les élèves on peut en dire ceci :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Oui, il existe des cas de violence basée sur le genre (violence sexuelle, exploitation et abus sexuel parmi le personnel de notre organisation ou les élèves sont fréquents. • Pour les nominations aux postes des responsabilités, pour avoir un travail etc.. ; pour les cas des élèves certaines filles sont harcelées sexuellement pour avoir des notes pour leur passage en classe supérieur • Au Tchad, 60,6% des filles se marient avant l'âge de 18 ans, 34% des femmes et filles ont été soumises à la pratique de la mutation génitale féminine ou l'excision. Les normes sociales négatives et persistantes demeurent le socle des inégalités et violences contre les femmes et filles, secrétaire de bureau ; • Les jeunes filles obtiennent des mauvaises notes si elles ne cèdent pas aux avances des professeurs ou maîtres. Elles sont humiliées devant leurs camarades de classes. Elles subissent le même sort du côté de leur camarades garçons. Exploitation à des fins commerciales. 	<p>parfaitement en cohérence avec les recommandations du LBES. Ces axes contribueront à atténuer voir éliminer les VBG dont la pauvreté et le faible niveau de scolarisation des filles constituent un des soubassements les plus importants.</p> <p>Aussi, les enseignements tirés sur les retours d'expérience et les éléments de conception du projet régional Autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD, P150080), axé sur l'éducation et l'autonomisation des filles, permettront au Projet Sahel Relance de mieux prendre en charge les préoccupations liées aux VBG.</p>
--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Selon une étude menée par l'UNHCR en mai 2021, le nombre des incidents VBG rapporté durant l'année 2020 est de 1242 ce qui est une augmentation de 4,5% par rapport à 2019. Globalement 95% des survivantes sont des femmes et filles contre 5% des hommes. Selon mes recherches, ce taux (1242) est celui de 2020 dont : 38% de cas d'agression physique, 29% de violence psychologique et 19% de cas de déni de ressources, d'opportunité et/ou de service. ● Selon l'UNFPA, 1059 cas de VBG sont enregistrés entre Juillet-Septembre 2023 au Tchad dont 37% de cas d'agression physique, 24% de cas de déni e ressources, d'opportunité et/ou de services, 24% de cas de violence psychologique, 12% de violence sexuelle et 3% de cas de mariage précoce. ● Selon les données VBGIMS de l'UNFPA de 2022 revue en juin 2023 au Tchad ; 34% de cas de violence physique, 24% de cas de déni de ressources, d'opportunité et/ou de service, 57% de cas de violence sexuelle, 24% de cas de violence psychologique et 25-68% de cas de mariage précoce/forcé, 30% des cas d'esclavage sexuel et 10% d'abus sexuel des enfants. Au total, 99% des survivantes sont des filles et femmes. 	
--	--	--	--	--	---	--

					<p>Parmi les catégories de personnes les plus vulnérable aux VBG/EAS/HS on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Les enfants souffrant de malnutrition, de maltraitance, exposés aux diverses maladies ● Instabilité sécuritaire, les conflits intercommunautaires, les effets de l'inondation, le manque de pouvoir décisionnel, l'âge, non accès à l'éducation, séparation des familles, les effets de crises ou conflits intercommunautaires, etc. ● Les nomades qui ne bénéficient pas d'une éducation appropriée et qui subissent les effets du changement climatiques ● Les jeunes filles victimes d'excision à cratère économique pour les auteurs, inégalités de genre, manque de pouvoir de prise de décision, facteurs socio-culturels discriminatoires, etc ● Les enfants nés hors mariage qui sont souvent mal aimé (maltraités, violentés et harcelés sexuellement), normes discriminatoires, inégalités de genre, etc. ● Les enfants confiés à d'autres parents que les leurs Exploités, violés qui ne sont pas envoyé à l'école. Certaines deviennent des filles mères. Des normes discriminatoires, inégalités de genre, etc. existent pour ces catégories d'enfants ; 	
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> • Les personnes handicapées qui sont souvent victimes d'exclusion sociale <p>Thème 13 : Difficultés d'accès aux services éducatifs à des groupes ethniques/tribus, groupes religieux, groupes vulnérables</p> <p>Les groupes ethniques/tribus qu'il est difficile d'atteindre et/ou dont il est difficile de faire participer aux programmes éducatifs comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le groupe SALWA : Difficultés d'accès dans les localités où il vit. Une communauté enfermée sur elle-même. • Les Bornou à cause de considérations religieuses ; • Les Bolobo ; • Les Fouta Djallon à cause de leur mode de vie nomades ; • Les handicapés, les Hommes castés, les nomades et les insulaires qui bénéficient de peu de considération sociale <p>Groupes religieux qu'il est difficile d'atteindre et/ou dont il est difficile de les faire participer aux programmes éducatifs comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BOKO HARAM : Ce groupe refuse tout contact avec les autres groupes religieux et l'acceptation de l'enseignement occidental. <p>Thème 14 : Mécanisme de gestion des plaintes</p> <p>Concernant le mécanisme de gestion de plaintes :</p>	<p>Thème 13 : Difficultés d'accès aux services éducatifs à des groupes ethniques/tribus, groupes religieux, groupes vulnérables</p> <p>Le modèle d'enseignement à distance proposé par l'approche Ecole ouverte est un modèle prometteur qui apporterait une réponse ambitieuse aux besoins en éducation du Sahel des jeunes géographiquement isolés et autres groupes mal desservis difficiles à atteindre. Il faudra pour cela mener une large campagne de sensibilisation permettant de toucher ces communautés isolées afin de les faire adhérer au projet.</p> <p>Thème 14 : Mécanisme de gestion des plaintes</p>
--	--	--	--	--	--	---

					<ul style="list-style-type: none"> ● Il existe un mécanisme de gestion de plaintes auquel nous pouvons faire recours en cas de nécessité mais le plus souvent par attitude culturelle personne n'ose se plaindre pour ces types des violences considérés comme tabous. ● C'est le PILC (Procédure, Internationale de lutte contre les violences. ● Le plus souvent les partenaires enquêtent et n'appliquent pas ce qu'ils veulent faire ● Même s'ils s'engagent ça n'arrivent parfois pas au bout <p>Les plaintes les plus courantes concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● L'absence des élèves à l'école ● L'abandon ● La pérennisation ● Le sérieux dans l'exécution ● Les bagarres entre les enfants ● L'irrégularité des classes ● Manque d'outils de travail, informatiques. En ce siècle travailler dans une structure sans les machines n'est pas conforme ● Le harcèlement sexuel ● La violence en milieu scolaire ● Agression physique ● Agression morale ● Psychologie ● Harcèlement sexuel ● Faire participer tout le personnel de la direction dans les activités pédagogique et autre formation 	
--	--	--	--	--	---	--

					<p>en sorte que personne n'en demeure sans rien faire</p> <p>Thème 15 : Craintes et préoccupations par rapport à la mise en œuvre du Projet Sahel Relance Les principales craintes exprimées comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Beaucoup d'autres intervenants ont collecté des informations comme vous sans qu'il y ait une suite. ● L'insuffisance des infrastructures adéquates, des ressources humains, la pertinence et de l'efficacité des programmes de formation ● Retard dans la mise en œuvre du projet (lenteur des procédures administratives, lenteur dans les procédures de décaissement des fonds ● Faible implication des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités du projet ● Absence de redevabilité ● Absence de mécanisme de pérennisation des acquis du projet par la faible appropriation ● La mobilité des fonctionnaires (affectation) ● Il faut mettre en œuvre les projets en perspectives avec nos mœurs et coutumes ● Nous craignons que le projet soit sans conséquence positive. ● La crainte de non-aboutissement du projet sahel relance 	
--	--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● La réalisation des enquêtes de préférence en ligne où au téléphone – entretiens – atelier de restitution – consultation publique – presse écrite et audio visuelle <p>Les principales préoccupations exprimées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Simplifier la procédure de décaissement des fonds ; ● Implication des bénéficiaires dans ma mise en œuvre du projet ; ● Veiller à l’aspect redevabilité ; ● Mettre en place des mécanismes de pérennisation du projet ; ● La gestion des carrières des enseignants ; ● Mettre les gens qu’il faut à la place qu’il faut ; ● Que le projet se réalise pour le bénéfice du système éducatif ; ● La mauvaise gouvernance ; ● Choisir les zones d’ancrage selon les critères de vulnérabilité ; ● Responsabiliser des agents qui ne seront pas aussitôt mutés ailleurs ; ● Que l’école tchadienne retrouve sa place dans les 20 dernières années, que l’éducation soit l’affaire de tous (parents, enseignant, gouvernement) ; ● La dotation en fournitures et matériels ; ● Formation du personnel enseignants ; 	
--	--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● La dotation des services éducatifs en moyens roulant et les matériels informatiques ; ● Que l'exécution soit en commun accord avec les parties prenantes du projet ; ● Que la gestion respecte l'orthodoxie financière ; ● Réalisation des modules conçus par les experts nationaux ; ● Globalisation de plusieurs acteurs éducatifs ; ● Evaluation avec les partenaires et les principaux acteurs pédagogiques de l'impact du Projet ; ● Manque de responsabilité selon les critères de compétences ; ● Le renforcement de capacités est important ; ● Améliorer les conditions de travail en dotant les personnels du SIGE des moyens adéquates (ordinateurs portables, moyens roulants) ; ● Beaucoup de projets n'ont rien apporté comme changement ; ● Renforcer les capacités des acteurs identifiés ● Capitaliser et organiser le partage d'expérience et accompagner les démarches territoriales ● La télévision et internet ont détruits nos enfants. Ils aiment une vie de luxe, ils bavardent au lieu de travailler durément à l'école pour relever le défi ; 	
--	--	--	--	--	---	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Manque d'équipements pour le bon fonctionnement des écoles ● Manque d'enseignants sur le terrain ; ● Améliorer la situation sociale des enseignants ; <p>Thème 16 : Besoins en renforcement de capacités</p> <p>Nos besoins en renforcement de capacités sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● La formation initiale et continue ● La participation des partenaires au processus de la planification de gestion et de la prise de décision en matière d'éducation ● La politique du livre et autres matériels didactiques ; ● La formation en gestion des ressources humaines, ● La formation de gestion des carrières ; ● La formation en outils informatiques ; ● La formation sur des logiciels adéquates pour la gestion et suivi des carrières des enseignants ● La formation en gestion et pilotage de projet. ● Le recyclage de la chaîne éducative ● La didactique des sciences ● La didactique des langues ● Le suivi-évaluation ● L'encadrement des enseignants en lien avec le genre (conception des fiches pédagogiques en lien avec le genre. 	
--	--	--	--	--	--	--

					<ul style="list-style-type: none"> ● Former les enseignants sur tout le territoire ● Doter les manuels et matériels pédagogiques ● Mettre un comité de pilotage suivi ● Formation en planification ● Renforcement des capacités en droits humains : le règlement des conflits, genre, communication sociale ● Renforcement de capacité en micro finance ● La prise en charge des victimes de violence basée sur le genre, la prévention la réponse aux violences basées sur le genre ● Management des établissements scolaires, ● Renforcement de capacité des enseignants à distance ● Formation sur la gestion administrative d'une institution, ● Formation sur internet etc... ● La formation des responsables chargés des services éducatifs ● Formation sur les questions de VBG/EAS/HS, hygiène Assainissement ● Former les enseignants sur les innovations pédagogiques ● Prendre en compte les besoins des enseignements pour la formation continue ● Former les enseignants dans les ENIB ● Une formation continue des enseignants nouvelles intégrés ou 	
--	--	--	--	--	---	--

					<p>qui manque de l'expérience pédagogique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer l'enseignement à distance • Augmenter les revues des livrets en éducation • Les NTIC • Elaboration des actes administratifs • Renforcer les capacités du personnel du SIGE en logiciel de statistique de traitement des données (STATA, SPSS, ...) • Recycler le personnel du SIGE en système de gestion des bases de données (SGBD) • Renforcement des capacités des acteurs en justice spécialisé dans la lutte contre le terrorisme 	
AUA	<ul style="list-style-type: none"> • Expert sauvegarde environnementale et sociale AUA 	19/09/24	<p>Réunions virtuelles formelles, Questionnaires</p> <p>Consultations individuelles</p>	Sauvegarde environnemental et sociale,	<ul style="list-style-type: none"> • Concernant le recrutement du personnel dans les différentes UGP, il est important de mettre l'accent sur un personnel ayant une expertise dans le domaine des sauvegardes environnementales et sociales et non pas seulement des profils généralistes dans le domaine de l'environnement • L'expertise en sauvegarde doit également prendre en compte les aspects liés au VBG car • Les risques liés aux VBG sont à considérer dans tout le processus de mise en œuvre du projet et non pas seulement durant les phases de développement des travaux de génie civil. En effet les 	Ces aspects importants sont très importants et doivent être prise en compte par le projet

					jeunes étudiantes et élèves peuvent tout aussi bien être exposées aux risques de VBG pendant leur cursus scolaire ou leur fréquentation des espaces scolaires.	
--	--	--	--	--	--	--

Annexe 2 : Liste des centres d'excellence africains existant

PROJECT TITLE	LEAD INSTITUTION	COUNTRY	SUB-THEME
Education			
ACE: Mathematical Sciences, Computer Science and Applications (CEA SMIA)	University of Abomey Calavi	Benin	Applied math & statistics
ACE: Statistics and Quantitative Economics (ENSEA)	École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan (ENSEA)	Cote d'Ivoire	Stats & quantitative economics
ACE: ICT-Driven Knowledge Park (OAU-ICT)	Obafemi Awolowo University	Nigeria	Digital Development
ACE: Applied Informatics and Communication (CapIC)	Covenant University	Nigeria	Bioinformatics
ACE: Technology Enhanced Learning (ACETEL)	National open university of Nigeria (NOUN)	Nigeria	Digital Development
African Centre of Excellence in Internet of Things (ACEIoT)	University of Rwanda – College of Science & Technology	Rwanda	IoT
African Centre of Excellence for Data Sciences (ACE-DS)	University of Rwanda – College of Business & Economics	Rwanda	Data Science
ACE: Mathematics, Computer Science and ICT (MITIC)	University of Gaston Berger	Senegal	Digital Development
Digital			

ACE: Mathematical Sciences, Computer Science and Applications (CEA SMIA)	University of Abomey Calavi	Benin	Applied math & statistics
ACE: Statistics and Quantitative Economics (ENSEA)	École Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan (ENSEA)	Cote d'Ivoire	Stats & quantitative economics
ACE: ICT-Driven Knowledge Park (OAU-ICT)	Obafemi Awolowo University	Nigeria	Digital Development
ACE: Applied Informatics and Communication (CapIC)	Covenant University	Nigeria	Bioinformatics
ACE: Technology Enhanced Learning (ACETEL)	National open university of Nigeria (NOUN)	Nigeria	Digital Development
African Centre of Excellence in Internet of Things (ACEIoT)	University of Rwanda – College of Science & Technology	Rwanda	IoT
African Centre of Excellence for Data Sciences (ACE-DS)	University of Rwanda – College of Business & Economics	Rwanda	Data Science
ACE: Mathematics, Computer Science and ICT (MITIC)	University of Gaston Berger	Senegal	Digital Development
Engineering			
Ecole Polytechnique	Université Abomey Calavi	Benin	Engineering
2iE College of Engineering	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)	Burkina Faso	Engineering
UD College of Engineering	Université de Djibouti	Djibouti	Engineering

KNUST College of Engineering (KEEP)	Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST)	Ghana	Engineering
Emerging Center: Science, Technology and Engineering for Entrepreneurship *	Gambia Technical Training Institute (GTTI)	The Gambia	Engineering/ Math & Science Education
Ecole Polytechnique	Université Abomey Calavi	Benin	Engineering
2iE College of Engineering	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)	Burkina Faso	Engineering
UD College of Engineering	Université de Djibouti	Djibouti	Engineering
KNUST College of Engineering (KEEP)	Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST)	Ghana	Engineering
Emerging Center: Science, Technology and Engineering for Entrepreneurship *	Gambia Technical Training Institute (GTTI)	The Gambia	Engineering/ Math & Science Education
Energy			
ACE: Energy and Environmental Sustainability (RCEES)	University of Energy & Natural Resources	Ghana	Power
ACE: Phytochemicals Textiles and Renewable Energy (PTRE)	Moi University	Kenya	Renewable energy
ACE: Studies in Oil and Gas Engineering and Technology (CS-OGET)	Universidade Eduardo Mondlane	Mozambique	Oil and gas
ACE: Sustainable Power and Energy Development (ACE-SPED)	University of Nigeria Nsukka	Nigeria	Power

ACE: Future Energies and Electrochemical Systems (ACE-FUELS)	Federal University of Technology Owerri (FUTO)	Nigeria	Renewable energy
ACE: Oilfield Chemicals Research (CEFOR)	University of Port Harcourt	Nigeria	Oil and gas
ACE: Energy for Sustainable Development (ACEESD)	University of Rwanda – College of Science & Technology	Rwanda	Energy
ACE: Control of Electricity (CERME)	Université de Lomé	Togo	Power
Environment			
ACE: Social Risk Management (CEA-CEFORGRIS)	Université de Ouaga I	Burkina Faso	Social Risk
ACE: Valorization of Waste Products with High Value Added (VALOPRO)	l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INP-HB)	Cote d'Ivoire	Valorisation of waste
ACE: Climate Change, Biodiversity and Sustainable Agriculture (CCBAD)	Université Félix Houphouët-Boigny	Cote d'Ivoire	Climate change/ biodiversity
ACE: Coastal Resilience (ACECoR)	University of Cape Coast	Ghana	Coastal resilience
ACE: Environment and Health (AGIR)	Université Cheikh Anta Diop	Senegal	Env & Health
ACE: Materials, Product Development & Nanotechnology (MAPRONANO)	Makerere University	Uganda	Materials for environment , water and energy
Mining			
ACE: Mines and Mining Environment (CEA-MEM)	l'Institut National Polytechnique Félix	Cote d'Ivoire	Mining

	Houphouët-Boigny (INP-HB)		
ACE: Sustainable Mining (ACESM)	Copperbelt University	Zambia	Mining
Emerging Center: Mines and Societies (CMES)*	L'Institut Supérieur des Mines et Géologie de Boké	Guinea	Mining
Emerging Center: Mining Environment (EMIG) *	Université Abdou Moumouni (l'Ecole des Mines, de l'Industrie et de la Géologie – EMIG)	Niger	Mining
Water			
ACE: Water and Sanitation (C2EA)	University of Abomey Calavi	Benin	Water & sanitation
ACE: Training and Research in Water Science and Technology, Energy and the Environment in West and Central Africa (2iE)	Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)	Burkina Faso	Water, energy and the environment
ACE for Water Management (ACEWM)	Addis Ababa University	Ethiopia	Water Management
ACE: Regional Water and Environmental Sanitation (RWESCK)	Kwame Nkrumah University of Science and Technology	Ghana	Water & env. sanitation
ACE: Water, Irrigation and Sustainable Agriculture (WACWISA)	University of Development Studies	Ghana	Water & irrigation
ACE: Water Infrastructure & Sustainable Energy Centre for the Futures (WISE FUTURES)	Nelson Mandela African Institution of Science & Technology	Tanzania	Water infrastructure
Urban and Transport			

ACE: African Railway Center of Excellence (ARCE)	Addis Ababa University	Ethiopia	Railways
ACE: Regional Transport Research (TRECK)	Kwame Nkrumah University of Science and Technology (KNUST)	Ghana	Transport
ACE: Sustainable Cities in Africa (CERVIDA-DOUNEDON)	Université de Lomé	Togo	Urban Design
Emerging Center: Logistics and Transport (CELT) *	Université de Djibouti	Djibouti	Transport – Logistics/ICT
Agriculture			
ACE: Climate Change, Biodiversity and Sustainable Agriculture (CCBAD)	Université Félix Houphouët-Boigny	Cote d'Ivoire	Climate change/ biodiversity
ACE: Climate Smart Agriculture and Biodiversity Conservation (Climate SABC)	Haramaya University	Ethiopia	Agriculture and climate
ACE: Crop Improvement (WACCI)	University of Ghana	Ghana	Crop Improvement
ACE: Sustainable Agriculture & Agribusiness Management (CESAAM)	Egerton University	Kenya	Sustainable agriculture
ACE: Sustainable Use of Insects as Food and Feeds (INSEFOODS)	Jaramogi Odinga Oginga University of Science & Technology	Kenya	Sustainable food source
ACE: Aquaculture and Fisheries Science (Aquafish)	Lilongwe University of Agriculture & Natural Resources (LUANAR)	Malawi	Aquaculture

ACE: Pastoral Productions: Meat, Milk, Leather and Skins (CERPP)	Université Abdou Moumouni	Niger	Livestock
ACE: Dryland Agriculture (ACE-CDA)	Bayero University, Kano	Nigeria	Dryland Agric
ACE: Food Technology and Research (CEFTER)	Benue State University	Nigeria	Food tech and research
ACE: Agriculture for Food and Nutrition Security (AGRISAN)	Université Cheikh Anta Diop	Senegal	Food security & nutrition
ACE: Innovative Rodent Pest Management & Biosensor Technology Development (IRPM&BTD)	Sokoine University of Agriculture	Tanzania	Pest management
ACE: Collaborating Centre for Research, Evidence, Agricultural Advancement & Teaching Excellence & Sustainability (CREATES)	Nelson Mandela African Institution of Science & Technology	Tanzania	Agriculture and sustainability
ACE: Poultry Sciences (CERSA)	Université de Lomé	Togo	Poultry science
ACE: Makerere University Regional Centre for Crop Improvement (MaRCCI)	Makerere University	Uganda	Crop Improvement
ACE: Agro-ecology & Livelihood Systems (ACALISE)	Uganda Martyrs University	Uganda	Agro-ecology
Health			
ACE: Training, Research and Expertise in Drug Sciences (CFOREM)	Université de Ouaga I	Burkina Faso	Pharmaceutical Science
ACE: Bio-technological Innovation for the Elimination of Vector-	Université Nazi Boni	Burkina Faso	Biotech for eliminating vector

Borne Diseases (CEA-ITECH)			transmitted diseases
ACE: Innovative Drug Development & Therapeutic Trials for Africa (CDT-Africa)	Addis Ababa University	Ethiopia	Drug Development
ACE: Cell Biology of Infectious and Non-Communicable Diseases (WACCBIP)	University of Ghana	Ghana	Cell biology of infectious & non-communicable diseases
ACE: Genetic Medicine (WAGMC)	University of Ghana	Ghana	Genetic medicine
ACE: Prevention and Control of Communicable Diseases (CEA-PCMT)	Université Gamal Abdel Nasser de Conakry	Guinea	Communicable diseases
ACE: Public Health and Herbal Medicine (ACEPHM)	University of Malawi - Malawi College of Medicine	Malawi	Public Health
ACE: Genomics of Infectious Diseases (ACEGID)	Redeemer's University	Nigeria	Genomics of infectious diseases
ACE: Neglected Tropical Diseases and Forensic Biotechnology (ACENTDFB)	Ahmadu Bello University	Nigeria	Neglected tropical diseases
ACE: Reproductive Health Innovation (CERHI)	University of Benin	Nigeria	Reproductive Health
ACE: Applied Informatics and Communication (CapIC)	Covenant University	Nigeria	Bioinformatics
ACE: Public Health and Toxicological Research (PUTOR)	University of Port Harcourt	Nigeria	Nursing

ACE: Population Health and Policy (ACEPHAP)	Bayero University, Kano	Nigeria	Nursing
ACE: Mycotoxin and Food Safety (ACE-MFS)	Federal University of Technology, Minna	Nigeria	Mycotoxin and food safety
ACE: Drug Research, Herbal Medicine Development and Regulatory Science (ACEDHARS)	University of Lagos	Nigeria	Herbal medicine development and regulation
ACE: Maternal and Infant Health (SAMEF)	Université Cheikh Anta Diop	Senegal	Maternal & infant health
ACE: Southern African Centre for Infectious Disease Surveillance (SACIDS)	Sokoine University of Agriculture	Tanzania	Infectious Disease
ACE: Pharm-Biotechnology & Traditional Medicine Centre (PHARMBIOTRAC)	Mbarara University of Science & Technology	Uganda	Biotechnology
ACE: Infectious Diseases of Humans and Animals (ACEIDHA)	University of Zambia	Zambia	Infectious Disease
Emerging CEA			
Emerging Center: Logistics and Transport (CELT)	Université de Djibouti	Djibouti	Transport – Logistics/ICT
Emerging Center: Mines and Societies (CMES)	L'Institut Supérieur des Mines et Géologie de Boké	Guinea	Mining
Emerging Center: Mining Environment (EMIG)	Université Abdou Moumouni (l'Ecole des Mines, de l'Industrie et de la Géologie – EMIG)	Niger	Mining

Emerging Center: Innovative Teaching/ Learning of Mathematics and the Sciences for Sub- Saharan Africa (MS4SSA)	Université Abdou Moumouni	Niger	Math & Science Education
Emerging Center: Science, Technology and Engineering for Entrepreneurship	Gambia Technical Training Institute (GTTI)	The Gambia	Engineering/ Math & Science Education

1.1. Liste des structures et personnalités rencontrées

Procès-verbal de consultation publique

Liste participants réunion de concertation avec les partis prenantes sur le projet sahel relance en Mauritanie

FONCTION	Nom	Tel.	EMARGEMENT
1	Abdoul Aziz	112122122	

2	Coordinateur Technique	Abdourahim A. Sall	4651496	
3	SC / Sous-Evaluateur / DFC	Mouf: Aboubelemjel	47008888	
4	Coordinateur Regional	Yed Kara Jephelane	46657036	
5	DGA / DGRP	Mahmoud El Ehad El	22222896	
6	Conseiller MENRS E	Ahmed Ba	22181308	
7			4752700	
13				
14			36340564	
15	Mesbaha Tale (Responsable Organisation)	PA SBT	27570697	

Notes

¹ Aux fins d'un engagement efficace et adapté, les parties prenantes au(x) projet(s) proposé(s) peuvent être réparties dans les catégories de base suivantes :

- **Parties concernées** : Personnes, groupes et autres entités de la zone d'influence du projet qui sont directement influencés (réellement ou potentiellement) par le projet et/ou qui ont été identifiés comme étant les plus susceptibles de subir des changements liés au projet, et qui doivent être étroitement associés à l'identification des impacts et de leur importance, ainsi qu'à la prise de décision concernant les mesures d'atténuation et de gestion.
- **Autres parties intéressées** : Individus/groupes/entités qui ne subissent peut-être pas des impacts directs du projet mais qui considèrent ou perçoivent leurs intérêts comme étant affectés par le projet et/ou qui pourraient affecter le projet et le processus de sa mise en œuvre d'une manière ou d'une autre.
- **Groupes vulnérables** : Les personnes susceptibles d'être touchées de manière disproportionnée ou encore plus défavorisées par le(s) projet(s) par rapport à d'autres groupes en raison de leur statut vulnérable, et qui peuvent nécessiter des efforts d'engagement particuliers pour assurer leur représentation égale dans le processus de consultation et de prise de décision associé au projet.
- Il est important de noter que les projets ont parfois plusieurs composantes avec des groupes de parties prenantes très différents pour chacune d'entre elles. Ces différentes parties prenantes doivent être prises en compte lors de la préparation du Plan de mobilisation des parties prenantes.

² Il est particulièrement important de comprendre si les impacts du projet peuvent toucher de manière disproportionnée les personnes ou les groupes défavorisés ou vulnérables, qui n'ont souvent pas la possibilité d'exprimer leurs préoccupations ou de comprendre les effets d'un projet, et de veiller à ce que la sensibilisation et l'engagement des parties prenantes soient adaptés pour prendre en compte les sensibilités, les préoccupations et les spécificités culturelles de ces groupes ou personnes, et pour garantir une compréhension totale des activités et des avantages du projet. L'engagement auprès des groupes et des personnes vulnérables nécessite souvent l'application de mesures et d'une assistance spécifiques visant à faciliter leur participation à la prise de décisions liées au projet, de sorte que leur sensibilisation et leur contribution au processus global soient proportionnelles à celles des autres parties prenantes.